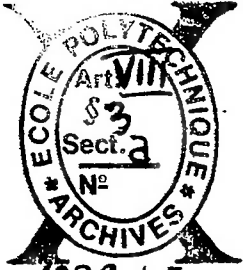


AV Hubert Lévy - Lambert,
qui a tant souffert de cette période,
un témoignage d'amitié et d'admiration
pour son action dans la Communauté



SOUVENIRS DE L'OCCUPATION

Jacques Ozaret

1939.45

Les conditions dans lesquelles j'ai vécu l'occupation allemande ont été assez exceptionnelles : Polytechnicien, membre d'un corps d'ingénieurs touché seulement partiellement par le Statut des Juifs, j'ai bénéficié, du côté français, de protections très supérieures à ce dont disposait la plupart de mes coréligionnaires. A cela s'ajoutait mon état de blessé de guerre titulaire de la Légion d'Honneur. Du côté allemand, je retombais dans le cas général.

1940

L'occupation a commencé pour moi sur une route des Vosges, entre Ramonchamp et le Thillot. Blessés quelques minutes plus tôt, mon conducteur motocycliste et moi, nous nous sommes entraînés dans le fossé.

Je perds mon sang en abondance. Par deux soldats polonais, j'ai pu faire prévenir mon colonel de ma mésaventure, et surtout de la position de l'ennemi. Je m'affaiblis et recommande au Créateur une âme que je pense devoir lui rendre bientôt. A ce moment se produit l'inattendu : au tournant de route dont le passage nous avait permis d'échapper au feu ennemi, apparaissent quatre silhouettes en vert de gris : des Allemands !

Ce serait trop bête qu'ils nous prennent pour des gens en embuscade. Je leur crie en allemand : "ne tirez pas, nous sommes blessés!"

A l'époque, mon allemand était excellent.

Le chef de patrouille s'avance ; je reconnais à ses insignes un sous-lieutenant d'infanterie. Il salue, et me demande sans étonnement : "Sie sind deutsch" (Vous êtes allemand ?). C'est donc vrai que comme on le raconte, ils ont lâché des Allemands en uniforme français. Je les détrompe, mais cela n'enlève rien à sa cordialité.

X RESISTANCE

5, RUE DU HAMEAU
92190 MEUDON

120138

L'officier allemand envoie un de ses hommes chercher du secours au Thillot, qui est entre les mains de l'ennemi comme j'ai pu le constater à mes dépens quelques minutes auparavant. Pendant ce temps, il s'efforce de me soutenir le moral ; il m'explique que la fin de la guerre est proche, car l'Angleterre ne tiendra pas longtemps, que je serai bien soigné, et que ma courte captivité sera une intéressante occasion de visiter l'Allemagne.

Ce 20 juin 1940, les Allemands peuvent être optimistes, mais je me garde de dire à ce gentil ennemi que trois semaines auparavant j'étais en Angleterre, et que le sort de ce pays ne sera pas si facile à régler.

A ce moment arrive une ambulance avec, à ma satisfaction, des brancardiers français. L'un d'eux me dit : "Eh bien ! mon Lieutenant, ils vous ont drôlement arrangé !" Ils me conduisent à l'hôpital du Thillot, où je suis pris en charge par un médecin auxiliaire très sympathique, le Dr. Reich, Hongrois naturalisé français, et par une charmante religieuse. Leurs moyens sont réduits : leur hôpital n'étant en réalité qu'un poste de secours.

Ils pansent mes blessures au ventre et à la poitrine, et me font une piqûre de morphine, car je souffre terriblement. Ils sont si gentils que je suis navré quand ils m'annoncent qu'ils doivent m'évacuer sur Belfort.

Le trajet du Thillot à Belfort, distant en temps normal de quelques 50 kilomètres, durera 4 heures ; les combats ont été durs dans la région, les destructions de ponts imposent de longs détours par des routes défoncées par les trous d'obus. Nous sommes quatre blessés qui souffrons beaucoup et agonisons d'injures le malheureux chauffeur qui nous secoue bien involontairement.

Nous arrivons enfin à Belfort. A l'hôpital militaire, réquisitionné par les Allemands, qui ont eu de nombreux blessés, comme j'ai déjà pu le constater au Thillot, on

nous refoule sur l'hôpital civil, qui est en réalité un hospice de vieillards, d'un confort rudimentaire. Je suis en si piteux état que l'infirmière qui me reçoit lit mon nom sur ma plaque d'identité, et mon régiment sur mes écussons ; elle se borne à me demander ma religion. Je ne songe pas un instant à la lui dissimuler, bien que parfaitement conscient du risque encouru.

Le chirurgien qui va m'opérer, le Dr L. de Colmar, est d'entrée de jeu parfaitement désagréable. Je suis si fatigué que je m'endors dès les premières bouffées de chloroforme.

Au réveil, je constate que mes blessures au ventre et à la poitrine ont été pansées correctement, mais je souffre beaucoup de la jambe. Je demande au chirurgien de me faire radiographier. Il refuse en termes désagréables.

Il faut dire à sa décharge qu'il est seul pour 60 blessés graves. Les blessés légers sont dans une caserne. Il ne dispose que d'un médecin auxiliaire et de deux infirmières professionnelles, le reste du personnel est sans qualification ; mais son hostilité a évidemment d'autres causes.

A part celà, les lits sont inconfortables ; quant à la nourriture, elle est à base de stocks de l'intendance allemande qui dispose maintenant de produits frais obtenus à nos dépends ; elle se compose essentiellement de viande et de légumes deshydratés ainsi que de fromages et de confitures provenant des usines chimiques. J'y touche à peine et perdrai un nombre appréciable de kilos pendant ce séjour.

Une sentinelle allemande qui arpente le couloir représente la Wehrmacht, et à part celà nous dépendons de ce qui reste à Belfort du Service de Santé français, dont la plus grande partie s'était repliée. Nous n'avons pas de journaux, et le seul lien avec l'extérieur est le caporal qui préside à la distribution des repas. C'est par lui que j'apprendrai l'entrée en vigueur de l'armistice, ses principales clauses, et l'existence à l'extérieur d'une Résistance dirigée par un certain Général de Gaulle.

Le 23 juin, je reçois un compagnon de chambre fort agréable.

Le capitaine Poulain est une personnalité importante du Patronat français ; ancien combattant de 14, il avait été placé en affectation spéciale, mais dès l'attaque allemande du 10 mai, il a demandé à être versé dans une unité combattante. On l'a nommé au commandement du fort de Roppe, un des ouvrages de la défense de Belfort, il a résisté jusqu'à l'épuisement de ses munitions, il ne s'est rendu que plusieurs jours après la capitulation de la Place de Belfort et a été blessé. Peu après son arrivée, on lui apporte une magnifique gerbe de fleurs avec la carte du général allemand commandant les troupes qu'il a combattues ! En 1940, les Allemands pouvaient encore s'offrir le luxe de gestes chevaleresques !

Au bout d'une dizaine de jours, le Dr L., qui refuse toujours de s'intéresser à ma jambe, trouve que mes blessures sont en bonne voie de cicatrisation, et qu'il n'y a plus lieu de me laisser, bien qu'officier, dans une chambre individuelle. Il me fait transporter dans une salle commune, que je partage avec 20 hommes de troupe, avec lesquels je m'entendrai d'ailleurs fort bien.

Mais quelques jours plus tard, l'on apprend que les Allemands vont libérer les Alsaciens qui déclareront revendiquer la nationalité allemande. Ils seront peu nombreux et partent sous les huées, mais, fort heureusement, mon chirurgien fait partie de la tournée. Il est remplacé par un éminent chirurgien parisien, le Dr Blondin-Walter, dont j'avais déjà entendu parler par mon père. Dès sa première visite, il me fait radiographier, et la radio révèle une fracture du col de fémur, qui est donc restée sans soins pendant 18 jours, ce que je payerai toute ma vie.

Je me retrouve aussitôt dans une chambre individuelle, avec ma jambe en extension. A cette époque, notre situation s'améliore un peu.

Le personnel soignant reçoit quelques renforts qualifiés. La nourriture ne varie pas, mais les visites de l'extérieur sont parfois autorisées. C'est ainsi que je peux apprécier l'admirable solidarité du personnel des Télécommunications :

le chef du centre téléphonique de Belfort et ses collaborateurs, avec qui j'avais eu de nombreux contacts pendant la "drôle de guerre", apprennent ma présence à l'hôpital et m'apportent quelques douceurs.

Une autre visite me mettra la mort dans l'âme : nous recevons donc la visite d'un groupe d'anciens combattants de 1914, venus nous apporter des cigarettes ; l'un d'eux s'attarde dans ma chambre après les autres, se présente comme un coréli-gionnaire, et me demande ce qu'il peut faire pour moi. Je lui réponds que mon principal souci concerne ma famille dont je suis sans nouvelles, bien qu'ayant envoyé par la Croix Rouge une lettre dont l'arrivée me paraît d'ailleurs improbable. Je lui donne l'adresse de mes parents. Il me déclare alors que mon père n'est certainement plus médecin-chef de l'hôpital de Saint Brieuç, car les Allemands ont du prendre des mesures antisémites comme à Belfort, et que le sort de ma famille est bien incertain. Voilà ce qui s'appelle une visite reconfortante!

Vers la même époque, nous touchons un médecin-chef allemand, qui ne fait que superviser nos médecins français. Il fait la tournée des chambres. L'Oberstabsarzt Schmidt-Elmendorf (médecin-commandant), ancien combattant de 14 décoré de la Croix de Fer, a un abord franc et ouvert. Ma connaissance de l'allemand me vaut sa sympathie ; mon appartenance religieuse ne le trouble visiblement pas, et il lui arrive le soir de venir bavarder dans ma chambre.

Une autre relation m'adoucit la vie ; j'ai fait la connaissance du Capitaine Ferrandon, un prêtre du diocèse de Clermont-Ferrand. C'est un homme charmant et plein d'humour. Il me raconte qu'il a failli être fusillé par les Allemands quand ils ont découvert sa qualité d'ecclésiastique ; il paraît que ces âmes sensibles de Nazis n'admettent pas qu'un ministre du culte serve dans une unité combattante ! Notre amitié durera au delà de l'hôpital.

Je reçois aussi comme compagnon de chambre un charmant inspecteur des Eaux et Forêts.

Le 25 Juillet, je vois entrer dans ma chambre un médecin-commandant français en uniforme, et à mon immense stupeur,

je reconnais mon père. Cela prouve que la lettre de la Croix Rouge est bien arrivée, et surtout que les prédictions de l'ancien combattant belfortain ne s'étaient heureusement pas vérifiées.

Mon père, le Dr. André Trèves, était un chirurgien-orthopédiste de grande valeur, dont les patients appréciaient la compétence et la bonté, et que des collègues étrangers venaient voir opérer.

Bien que dégagé par son âge de toute obligation militaire, il avait repris du service en septembre 1939 comme médecin-commandant ; il avait été nommé médecin-chef de l'hôpital de Saint-Brieuc et chirurgien consultant du secteur des Côtes du Nord.

C'était un homme d'une grande culture et un pianiste de talent. Après m'avoir examiné et entendu mes aventures, il me donne de bonnes nouvelles de ma mère et de ma jeune soeur, m'apprend que mon frère, sous-lieutenant d'artillerie, est prisonnier, et me raconte son histoire !

Le 17 mai, il a reçu un train d'une centaine de blessés allemands prisonniers. Conformément à son éthique de médecin et à ses propres tendances il leur a, non seulement prodigué les meilleurs soins, mais également un réconfort moral, aidé en cela par une excellente connaissance de l'allemand. Ces hommes, auxquels la propagande nazie avait promis les pires sévices en cas de capture, étaient éperdus de reconnaissance. Quand les troupes allemandes sont arrivées à Saint-Brieuc, une de leurs premières patrouilles s'est précipitée à l'hôpital où les blessés allemands étaient soignés ; ceux-ci n'ont pas tari d'éloges sur mon père.

Le lendemain, celui-ci a été convoqué à la Kommandantur. Il a été reçu par le chef de l'administration militaire allemande du département des Côtes du Nord, l'Oberkriegsverwaltungsrat Bake, qui lui a dit : "Monsieur, au nom de l'armée allemande, je vous remercie pour les soins que vous avez prodigués à nos blessés, c'était 100% parfait (es war hundertprozent perfekt".)

Il lui a ensuite tendu toute une série de laissez-passer, et lui a assuré qu'il pourrait continuer à exercer ses fonctions en toute quiétude. N'oublions pas que nous sommes en 1940, et que la Gestapo ne s'est pas encore déployée en France comme ce sera le cas quelques mois plus tard.

Quand mon père a reçu la carte de la Croix Rouge annonçant ma blessure et mon hospitalisation à Belfort, il est allé trouver ce même chef de l'administration militaire, qui lui a établi un ordre de mission pour Belfort, valable pour 3 jours plus les délais de route.

C'est alors que, prévenu par la rumeur publique de cette visite imprévue, le médecin-chef allemand pénètre dans ma chambre. Après les présentations, le Dr. Schmidt-Elmendorf demande à mon père d'où il vient. Apprenant que c'est de Bretagne, il exprime son étonnement : il croyait que cette province avait proclamé son indépendance ! Toujours la propagande nazie !

Il me regarde alors et dit à mon père : "Vous voulez l'emmener ?". Nous sommes tous deux éberlués, mais il y a des questions que l'on ne fait pas répéter deux fois.

Mon père s'occupe alors d'organiser notre départ, ce qui, vu mon état et celui des transports ferroviaires, n'est pas une mince affaire. L'Oberstabsarzt explique à mon père que la lourdeur des procédures allemandes ne permet pas de m'obtenir une libération régulière dans le court délai imparti ; il se borne à me remettre un certificat indiquant que mon état nécessite un transport urgent vers un hôpital de l'arrière. Cette libération non réglementaire me vaudra plus tard des ennuis... avec les autorités françaises !

Le 28 juillet, je quitte l'hôpital de Belfort sur un brancard. Auparavant, le Dr. Blondin-Walter m'a placé, pour immobiliser ma jambe, une attelle de voyage très pénible à supporter, mais je suis prêt à tout pour partir. A la gare, nous partons à destination, non de Paris, dont la ligne est encore coupée, mais de Dijon. Dans cette dernière gare, mon père a quelque mal à obtenir que mon brancard et moi

soyons transférés dans un train venant de Lyon et à destination de Paris. Ce train ne comporte que des banquettes en bois et le voyage est interminable en raison de l'état des voies.

A Paris, mon père obtient une ambulance, et ce sont de gentils scouts qui m'y transportent. Le voyage m'a épuisé ; mon père me fait admettre à l'hôpital Marmottan, qui à cette époque était spécialisé dans les accidents et autres urgences. J'y trouve un accueil et un confort qui me font rêver après Belfort.

Le lendemain, mon père se met en quête d'un moyen d'aller voir mon frère qui, en attendant son transfert en Allemagne, se trouve à Drancy.

Ce camp, qui acquerra un an plus tard une sinistre réputation comme antichambre des camps de la mort pour les Juifs en attente de déportation, n'est alors qu'un camp de prisonniers de guerre. Mon père est autorisé à y aller le lendemain en accompagnant un camion de vivres envoyés aux prisonniers par la Croix Rouge française, et conduit par l'alors célèbre aviatrice Maryse Bastié, titulaire de nombreux records aériens.

En attendant, il a pu téléphoner à quelques rares amis déjà rentrés de leur exode. Je lui ai aussi demandé d'appeler au Ministère des P.T.T. ce qui deviendra un peu plus tard la Direction Générale des Télécommunications, pour avoir des nouvelles de mes camarades de travail d'avant-guerre. On lui répond que la seule personne présente à Paris est le Directeur Général, M. Lange, et on le lui passe. M. Lange annonce sa visite pour l'après-midi, et cette annonce me fait un immense plaisir. Il s'agit d'un grand patron, avec lequel ma jeunesse ne me permettait guère de rapports, mais pour lequel mes camarades et moi éprouvions le plus grand respect. Il le justifiera amplement par la suite en manoeuvrant les Allemands avec une habileté consommée, et sera un des très rares grands chefs à survivre aux épurations contradictoires de 1940 et de 1944, et cela sans la moindre bassesse. Il rendra à la Résistance des services inappréciables.

Commençant à récupérer après un voyage éprouvant, je suis en état de recevoir la visite de mon grand chef. Il commence par me donner des nouvelles de mes camarades : sur six ingénieurs du service, l'on compte un mort à la guerre, Goulignac, un prisonnier, Dumas-Primbault, et un blessé en ma personne ; le bilan est lourd. Mon père demande à M. Lange comment il voit l'avenir. Il faut dire qu'à cette époque, après le traumatisme de la défaite et de l'occupation, et avec le matraquage de la propagande allemande, il est intéressant de connaître l'avis d'un homme intelligent et informé et circulant librement entre les zones libres et occupées. Il répond très simplement : "Il n'y a qu'à espérer la victoire de l'Angleterre." Au moins, nous savons où vont ses sympathies et cette réponse courageuse est bien reconfortante.

Le lendemain, mon père va comme prévu, voir mon frère, Jean-Louis, à Drancy. Celui-ci, chef de section dans une batterie d'artillerie hippomobile (nous en étions là en 1940), s'est très brillamment conduit : il a démoli en tir à vue un nombre appréciable de chars ennemis, ce qui lui a valu la Croix de Guerre. Sa batterie, se déplaçant à cheval au cours de la retraite, sans aucune protection, a été faite prisonnière sans recours, par un peloton motocycliste allemand. Il a bon moral, mais nul ne pouvait supposer alors que nous ne le reverrions pas avant près de cinq ans.

Le 31 juillet, une nouvelle ambulance nous amène à la gare Montparnasse, et nous embarquons dans une confortable voiture de première classe. J'en apprécie le confort, malgré l'attelle de voyage toujours pénible dont j'ai été pourvu.

x

x

x

S A I N T - B R I E U C

Cette fois, les voies ferrées ont peu souffert, et la durée du trajet est presque normale. Nous arrivons au terme du voyage, et là, il n'y a pas de problèmes car mon père est dans son élément. On me transporte dans l'hôpital dont il est le patron depuis un an. La situation de cet hôpital est assez particulière : en principe, c'est un hôpital de prisonniers, mais l'entrée et la sortie sont parfaitement libres. Il y a bien deux sentinelles allemandes à l'entrée, mais elles se bornent à adresser un cordial signe de la main aux personnes qui passent. La surveillance est théoriquement assurée par un Unterarzt (médecin sous-lieutenant), le Dr. Hanke, avec lequel mon père entretient des relations froides mais correctes. Comme il l'avait promis à l'Oberstabsarzt de Belfort, mon père informe le Dr. Hanke de mon arrivée et de mon statut de prisonnier mal libéré. Le médecin allemand se borne à hausser les épaules ; je ne figurerai donc pas sur les registres du Frontstalag de St. Brieuç.

J'ai la joie de recevoir la visite de ma mère et de ma jeune soeur, Lise, et plus tard d'autres membres de ma famille réfugiés à St. Brieuç. Je reçois la visite des officiers hospitalisés dans l'établissement. C'est une bande très sympathique. A part quelques malades arrivés plus tard, ils ont presque tous été blessés peu de temps après le début de l'offensive allemande, après une brillante conduite au feu, et envoyés dans ce qui était à l'époque, un hôpital de l'arrière. Ils acceptent très mal l'idée d'être considérés comme prisonniers, du simple fait que la ville où ils sont soignés se trouve en zone occupée. Inutile de dire que leurs sentiments sont violemment anti-allemands, et que l'atmosphère est très tonique. Deux d'entre eux, qui deviendront mes meilleurs camarades, Jean Weiss, de Lunéville et Alfred Millet, un Breton seront par la suite de courageux Résistants. Millet sera fusillé par les Allemands. Les soins sont assurés par une communauté de religieuses de l'ordre de St. Thomas de Villeneuve. Ce sont des personnes d'une grande distinction, et des infirmières hautement qualifiées, les soins sont donc excellents. Elles s'occupent également de l'intendance, et réalisent des prodiges même lorsque le ravitaillement deviendra plus difficile du fait des prélèvements de l'ennemi. Il est vrai que cette région agricole restera très favorisée.

Peu de temps après mon arrivée débute la bataille d'Angleterre et nous avons le pénible spectacle de l'envol des escadres de la Luftwaffe partant du terrain d'aviation de St. Brieuç. Mais il nous vient rapidement à l'idée de compter les avions au départ et au retour ; cette dernière opération est facilitée par le fait que les avions gardent au retour leur formation de départ, ce qui rend les vides très apparents ; or, ceux-ci sont considérables. Celà nous remplit d'espoir.

Mais, peu de temps plus tard, les Anglais rendent la politesse ; la Royal Air Force bombarde la base aérienne allemande de St. Brieuç. Malgré l'alerte donnée par les sirènes, toute la ville est aux fenêtres et admire la précision du bombardement ; pas un civil n'est touché, les bombes étant toutes tombées à l'intérieur du périmètre visé. Ces attaques se répèteront fréquemment lorsque le beau temps le permet, à la grande joie des spectateurs.

Ayant maintenant la possibilité d'écrire, je peux reprendre contact avec de nombreux parents et amis. Par le maire de Ferdrupt (Vosges), j'apprends que les objets que j'avais laissés dans une maison du village avant de partir pour la mission au cours de laquelle j'ai été blessé, ont été conservés précieusement par Mme Thomas, la propriétaire. Ils me seront envoyés par un camarade d'hôpital, rentré chez lui dans la région. Je retrouverai de même ma cantine, qui a effectué la retraite avec le gros de mon bataillon jusqu'à Ganges (Hérault).

A la fin du mois d'août, on me retire l'attelle qui immobilisait ma jambe. Celà permet de constater que la jambe blessée s'est bien consolidée, mais en mauvaise position, grâce au chirurgien de Belfort ; en outre, l'on s'aperçoit d'une lésion du nerf crural qui commande l'extension de la jambe et permet de raidir le genou. Je ne peux donc pas encore marcher. J'ai quelques instants de découragement, mais mon père et le Dr. Deluen, le radiologue de l'hôpital, m'assurent que des traitements par courants électriques et des massages viendront à bout de cette paralysie partielle, et que la position de la jambe pourra être améliorée par une opération ultérieure.

En fait, le traitement durera un an et demi, et l'opération, effectuée à Paris l'année suivante, donnera un résultat excellent, mais qui durera moins de vingt ans. Mes premières sorties se font dans un fauteuil roulant.

C'est au cours d'une de ces sorties que mes parents m'apportent dans le jardin de l'hôpital, un journal annonçant la promulgation du statut des Juifs. C'est un coup moralement très dur. Nous nous attendions à tout de la part des Allemands, mais de la part d'un gouvernement soi-disant français, c'est intolérable. Les Allemands ne pourront y voir qu'un encouragement, et cela ne tardera pas à se voir.

En attendant, cela n'empêche pas mon père d'éviter la captivité à de très nombreux blessés à l'hôpital. Quand l'état d'un pensionnaire de l'établissement ne nécessite plus de soins, il passe devant une commission qui doit décider de son sort : libération pour inaptitude au service armé, ou envoi dans un camp de prisonniers. La commission se compose de mon père et d'un médecin sous-lieutenant allemand. Celui-ci est un petit médecin de quartier, très intimidé par la personnalité de mon père et d'ailleurs entretenu dans ces bonnes dispositions par son propre secrétaire, un sergent infirmier nommé Hopf, étudiant en médecine dans le civil. L'Unteroffizier Hopf a pour mon père une grande admiration, au point de lui demander des conseils pour sa carrière et de s'esclaffer quand mon père suggère que son patron, le Dr. Orland, qui lui est allemand, serait peut-être mieux placé pour le conseiller. Après la guerre, le jeune Hopf, devenu entre temps, le Dr. Hopf, cherchera à retrouver mon père, dont il deviendra un correspondant régulier. Nous apprendrons ainsi que sa femme est demi-juive, ce qui lui a valu des temps difficiles, et qu'il a passé la plus grande partie de la guerre à terminer ses études.

Pour en revenir à la commission, il n'y a pas de problèmes pour les blessés dont l'infirmité est patente. Quant à ceux qui sont trop bien guéris, le Dr. Deluen "arrange" des radiographies, grâce auxquelles mon père établit des diagnostics également fantaisistes mais très convaincants. Le Dr. Orland n'ose pas s'y opposer, d'autant moins que l'on a appris aux

intéressés les symptômes des maux dont ils sont censés souffrir. Finalement, personne ne quitte l'hôpital pour le Frontstalag.

L'action de mon père est très appréciée dans le pays, et, depuis leur arrivée, mes parents se sont faits de nombreux amis. Ma mère emploie une grande partie de son temps à s'occuper des tirailleurs marocains et sénégalais soignés à l'hôpital. Le comportement de ces soldats d'outre-mer est d'un loyalisme admirable, et nous entretenons, surtout avec les Marocains, plus évolués, des relations de franche camaraderie. Les Noirs ont demandé à ma mère d'organiser pour eux des cours de Français dont ils sont très fiers, bien que les résultats en soient inégaux.

Nous recevons des visiteurs venant de Paris, tels mes oncles Roger et Etienne Trêves, et notre cousin Charles-Ferdinand Dreyfus. Ce dernier est un homme admirable, qui a créé de ses deniers une école d'apprentissage agricole, destinée initialement aux orphelins de guerre qu'il continue à animer, et qu'il se refusera à quitter malgré les conseils de ses amis, assumant en pleine connaissance de cause un risque qui le conduira à la déportation et à la mort.

Tout cela nous aide à garder le moral, malgré les mesures antisémites françaises et allemandes. Il ne faut pas oublier la radio anglaise, dont l'écoute est interdite, mais que tout le monde prend.

Dès la parution du statut des Juifs, nous avons pu entendre au micro de Londres, la voix méprisante du Général de Gaulle flétrir ses auteurs, le déclarer nul et non-avenue, et menacer ceux qui en tireraient parti.

Vers la fin de septembre, je commence laborieusement à faire quelques pas avec deux cannes : c'est un progrès. Un peu plus tard, des pensionnaires de l'hôpital, trop bien guéris, préfèrent ne pas attendre le truquage de leur dossier et prennent le large. Les Allemands l'apprennent rapidement, et cela nous vaut des perquisitions et un resserrement du contrôle

Au début du mois d'octobre, j'apprends avec un immense chagrin, la mort de mon ami, Robert Dennery, tué en Indochine, dans une guerre dont personne n'entendra jamais parler. Robert était un garçon remarquable et un excellent ami. Reçu à 25 ans à l'agrégation de Droit, il avait été affecté à la Faculté de Droit de Hanoï. En vacances à la déclaration de guerre, il avait été rappelé à Hanoï, puis mobilisé plus tard dans l'artillerie coloniale. Après la défaite, le gouvernement Pétain avait été obligé de céder aux Japonais, heureux de profiter de notre faiblesse, le droit de faire pénétrer leurs troupes au Tonkin. Mais un général japonais, frustré par cet accord des lauriers qu'il espérait, avait décidé de son propre chef d'attaquer tout de même les troupes françaises, et c'est au cours de cette attaque que mon ami avait été tué.

Quelques jours plus tard, nous recevons enfin des nouvelles de mon frère, du camp de prisonniers où il est détenu en Allemagne. Désormais, les lettres de ce prisonnier et les envois de colis à lui destinés marqueront notre temps. Au début de novembre, mon père constate qu'il souffre de la prostate et décide de demander sa démobilisation, d'autant plus qu'un médecin de la Marine, récemment arrivé, peut le remplacer.

Il fait part de ses intentions au Dr. Orland, qui lui répond : "Impossible de vous libérer, parce que vous êtes Juif!!" Mon père lui fait remarquer qu'en vertu de la Convention de Genève, un médecin ne peut être fait prisonnier. L'Allemand lui réplique : "La Convention de Genève n'existe plus, nous l'avons supprimée."

A cette époque, l'opération de la prostate s'effectuait en deux temps. C'est donc comme prisonnier que mon père subit le premier temps, qui comporte la pose d'une sonde dans la vessie. Incidemment, mon père apprend par le sergent allemand, Hopf, que son patron Orland a subi de vifs reproches du commandement des camps de prisonniers de la région, qui a fini par s'apercevoir du fait que personne ne sortait jamais de cet hôpital à destination des camps. D'où la hargne dudit Orland à l'égard de celui qui l'avait si bien manoeuvré.

Peu de temps plus tard, les Allemands décident que notre hôpital, où il reste peu de prisonniers, n'est plus habilité à en héberger et que ceux qui restent seront transférés à Rennes. Cette décision s'applique également à mon père, alors âgé de 62 ans et qui a une sonde dans la vessie. Cette fois, ç'en est trop (nous sommes en 1940) et fait scandale en ville. Il faut dire que le départ de mon père, par un froid déjà vif, escorté par le sergent Hopf avec beaucoup de gentillesse, n'était pas passé inaperçu. Le préfet, qui était devenu un ami de mes parents, se rend chez le chef de l'administration allemande, Bake. Celui-ci, indigné, entreprend des démarches, et deux jours plus tard, le sergent Hopf ramène mon père avec un plaisir visible.

C'est affaibli par ce fâcheux intermède que mon père subit la deuxième intervention, et, bien qu'elle ait réussi, quelques jours plus tard, est si gravement malade que nous pensons devoir le perdre. Les religieuses de l'hôpital organisent des prières à son intention, et la sentinelle que les Allemands ont laissée je ne sais pourquoi, m'arrête au passage, me demande de ses nouvelles et me dit : " Ein so feiner Mann" (un homme si bien!) Heureusement, cela se termine par une guérison inespérée, mais mon père restera longtemps avant de se remettre complètement.

Dès qu'il est sur pied, c'est à mon tour de me faire opérer : ma blessure au ventre n'a pas résisté aux efforts que m'impose la marche, et une éventration s'est produite. L'opération est effectuée par un excellent chirurgien civil de St. Briëuc, le Dr. Prigent. La notoriété de ce dernier, déjà grande dans la région s'est encore accrue par le mariage de sa fille avec le prince Michel Petrovitch-Niegoch, héritier du trône de Monténégro. Pour ceux qui l'ignorerait, le Monténégro était avant 1914 un petit royaume balkanique. Incorporé en 1918 dans la Yougoslavie, il en est aujourd'hui une des républiques fédérées. La capitale, Cettigné est devenue Titograd. Après la défaite de la Yougoslavie en 1941, les Allemands proposeront au prince Michel de remonter, sous leur égide, sur le trône de ses pères ; il refusera dignement, déclarant qu'il est un loyal citoyen yougoslave et cela lui vaudra de graves ennuis.

A la fin de l'année, je reçois une circulaire du major de ma promotion de l'Ecole Polytechnique, Jean Latourte, ingénieur des Mines, qui donne des nouvelles de la promotion. Après avoir rendu hommage aux camarades tombés au champ d'honneur, il souhaite une heureuse guérison aux blessés et une prompte libération aux prisonniers, et continue ainsi (je cite de mémoire) : "mais il est une catégorie de camarades auxquels doit aller toute notre sollicitude, ce sont ceux qui, frappés par les récentes lois d'exception, risquent de se trouver dans une situation difficile. Je compte sur vous pour qu'ils puissent constater que la solidarité polytechnicienne n'est pas un vain mot".

Latourte était un ingénieur éminent et un homme de coeur. Il devait malheureusement mourir jeune, ce qui fut une grande perte.

Ainsi s'achève cette sinistre année 1940, dont la fin reçoit un premier rayon de lumière avec une victoire britannique en Lybie, à laquelle participent les Forces Françaises Libres.

x

x x

1941

C'est à Saint-Brieuc que je passe les deux premiers mois de cette nouvelle année. Il me faut me remettre de ma dernière opération, et poursuivre massages et traitements électriques jusqu'à ce que la jambe paralysée ait repris assez de force pour me permettre d'affronter la vie du Paris des temps de guerre.

Mon collègue et ami Jacques Levailant m'a transmis la citation m'attribuant la Croix de Guerre. C'est Roland Bigorgne, Ingénieur en chef des P.T.T., qui s'en est personnellement occupé. Il avait été mon chef pendant la campagne de Belgique et restera un ami incomparable. Il s'est chargé d'une proposition rédigée par mon ancien chef de bataillon, le commandant Millet, et l'a portée lui-même au Général Goetschy, commandant des Transmissions au G.Q.G. pendant la guerre, qui a conservé les mêmes fonctions dans l'armée d'armistice. Le Général s'est volontiers chargé de la faire aboutir.

Cette décoration va me permettre, dès que je serai physiquement en état, de reprendre mes fonctions d'avant-guerre, ce qui mérite quelques explications.

Les lois raciales de Vichy distinguaient deux catégories d'emplois publics : la première, considérée comme la plus importante, était totalement interdite aux Juifs. La seconde ne restait ouverte qu'à ceux d'entre eux qui pouvaient justifier de certains titres de guerre. Les ingénieurs des Mines, des Ponts et Chaussées et des corps de l'Armement figuraient dans la liste des emplois totalement fermés aux Juifs, et les titulaires de ces emplois furent licenciés dès la fin de 1940.

Par contre, les ingénieurs des P.T.T. n'avaient pas été compris dans la première catégorie. Ni le gouvernement de Vichy, ni les autorités allemandes n'avaient prêté attention à l'importance des télécommunications dans la guerre moderne. Cela devait entraîner le maintien dans les cadres d'ingénieurs sans aucune sympathie pour la "Révolution Nationale", viscéralement hostiles aux Nazis et prêts à en tirer les conséquences pratiques. Ma Croix de Guerre me permettait de faire partie du lot.

Le 28 février, je prends donc le train pour Paris, avec mes deux cannes.

P A R I S

A Paris, le Dr. Vidal-Naquet, ami de la famille, a la gentillesse de venir me chercher avec sa voiture, qu'il a pu garder comme médecin. Il me conduit chez mon oncle, Roger Trêves, chez lequel je vais habiter, mes parents restant à Saint Briec pour la convalescence de mon père. La famille de mon oncle est en zone libre, et il fait de nombreux voyages, avec des laissez-passer, obtenus moyennant finances. Nous nous entendrons fort bien.

Le lendemain, je me rends avenue de Ségur, pour reprendre mon service.

Le régime de Vichy a supprimé le Ministère des P.T.T., et son administration est rattachée au Secrétariat d'Etat aux Communications. Le véritable patron est le Secrétaire Général des P.T.T.. Là, Vichy a eu la main heureuse, en nommant à ce poste Vincent Di Pace, un ingénieur de grande valeur. Il avait été mon premier ingénieur en chef à mes débuts, et j'ai reçu de lui une très gentille lettre à l'hôpital.

Avenue de Ségur, je me présente au secrétaire du Directeur, M. Jaffrezic. Celui-ci, très gêné, m'expose que pendant mon absence, il y a eu une "Révolution Nationale" qui semble lui déplaire profondément, mais qui l'oblige à me prier de remplir certains documents. Je certifie donc que je suis Juif à 100%, mais titulaire de la Croix de Guerre, et que je n'ai appartenu à aucune des obédiences maçonniques figurant sur la liste ad hoc, dont la longueur me rend perplexe. J'avoue que jusqu'à là, j'ignorais l'existence du "Grand Prieuré des Gaules", ainsi que le caractère subversif de la "Société Théosophique de France".

Je suis donc "dignus intrare", mais M. Jaffrezic se frappe le front.

"Avez vous votre certificat de démobilisation ?" Non, je n'en ai pas, et où s'en procure-t-on ? Il paraît que c'est à la gendarmerie.

Je me rends donc à la Gendarmerie de Paris-Exelmans, pour y demander cet indispensable document, muni du certificat de l'Oberstatsartz de Belfort. Je sais que ce papier est discutable. Mon père avait essayé d'en obtenir un en bonne et due forme du Dr. Hanke, mais l'Allemand lui avait fait observer fort logiquement que, ne m'ayant jamais enregistré comme prisonnier, il ne pouvait pas me libérer. Il s'était borné à indiquer sur le certificat de Belfort, que j'étais toujours inapte au service. C'est confiant dans la seule autorité militaire française présente à Paris que je me présente aux gendarmes. Ceux-ci sont horrifiés à l'idée de me démobiliser sur le vu d'un tel document, et m'invitent à aller présenter mon cas à la Kommandantur. Je leur demande s'ils plaisantent, mais non, ils sont sérieux.

Je me rends avec quelque inquiétude à l'hôtel Neurice, rue de Rivoli, siège de la Kommandantur des Gross-Paris. Avec l'officier auquel j'ai affaire, la conversation s'engage mal : mon certificat de Belfort-St. Briec lui déplaît autant qu'aux gendarmes, et je vois le moment où je vais être embarqué à destination d'un Oflag. Il l'emporte en maugréant. A ce moment, une charmante "souris grise" (auxiliaire féminine de la Wehrmacht) entame la conversation, et me demande ce que je fais là. Je lui conte mes malheurs ; elle compatit et me dit : "Machen Sie sich keine Sorge" (ne vous faites pas de souci). Effectivement, elle revient quelques instants après avec un document certifiant que je suis libéré de captivité pour inaptitude permanente au service (wegen Dienstuntauglichkeit aus der Gefangenschaft entlassen).

Avec cela, j'obtiens un certificat de démobilisation des gendarmes auxquels je ne cache pas ce que je pense de leur coopération.

Il ne me reste plus qu'à me présenter à nouveau à l'excellent M. Jaffrezic. Il m'apprend que mon chef du temps de paix, Antoine Chovet, est retenu à Vichy ; il est remplacé, à temps partiel, par un autre ingénieur en chef, M. Joly. Celui-ci m'explique que la section des centraux téléphoniques de province

à laquelle j'appartiens, a un travail fort réduit, les Allemands n'autorisant aucune installation nouvelle en zone occupée. Nous n'avons comme tâche que la réparation des destructions de la guerre et la préparation de l'avenir ! Je ne serai donc pas surmené, ce qui me convient fort bien, car je dois poursuivre à l'Hôpital du Val de Grâce les traitements entrepris à St. Brieuç.

On me fait aussi émarger une note confidentielle de l'Amiral de la Flotte, Darlan, à l'époque vice-président du conseil, donc chef du gouvernement (le président est Pétain). L'amiral s'indigne de la parution d'une édition des tarifs postaux comportant cette mention : "Allemagne (y compris l'Alsace-Lorraine)". Le secrétaire d'Etat est sommé de rappeler à ses services que "les départements du Bas Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle, bien que soustraits temporairement à l'autorité du Gouvernement, font toujours partie du Territoire national".

Cela fait plaisir à lire, mais quel déconcertant personnage !

Peu après, il se livrera à une collaboration effrénée avec l'ennemi, avant de retourner encore une fois sa veste en 1942. ! Cela ne lui évitera pas une mort méritée.

Je reprends contact avec les services ; l'accueil est sympathique . Le personnel des P.T.T., milieu profondément républicain, se révèle dans son immense majorité anti-allemand, et peu sensible aux sirènes de la "Révolution Nationale" de Pétain, tout au moins en Métropole.

Le Statut des Juifs a frappé une centaine de fonctionnaires des P.T.T. ; dont en Métropole, mon camarade Paul Franckel, et, en Algérie, mes collègues Alfred Lellouch et Michel Darmon. Les collègues de Franckel se sont montrés pleins de sympathie, et l'ont aidé à trouver un emploi dans l'industrie téléphonique. Il en a été différemment pour nos camarades d'Algérie, où régnait un violent antisémitisme. Lellouch, embauché par un brillant constructeur de matériel radio, Mario Nikis, d'origine grecque, collaborera avec lui à la fabrication de matériel pour la Résistance, dans laquelle il jouera un rôle de premier plan. Il sera, en 1944, arrêté par la Gestapo, torturé, et finalement assassiné à Clermont-Ferrand.

Lellouch
X20N
mpf 20/8/44

Une rue importante d'Alger a porté son nom jusqu'à l'indépendance de son pays natal. Darmon prendra brillamment part aux campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne.

Mes collègues Jacques Levailant, Lucien Simon et Robert Weil, titulaires comme moi de la Croix de Guerre de 1939, ont repris leur service, les deux premiers aux lignes souterraines à grande distance, Weil au service des transports. Il est de même des ingénieurs en chef, Georges Valensi et Arnold Hanff, anciens combattants de 14-18, restés en zone libre. A cela s'ajoute un jeune ingénieur-élève, Georges Klein titulaire de la Croix de Guerre, mais qui se refusera à rentrer en zone occupée pour suivre sa scolarité à l'Ecole des Télécommunications, et fera carrière dans le secteur privé.

Un autre ingénieur élève titulaire de la même décoration, Claude Falck, restera également en zone libre et trouva plus tard, dans le maquis, une mort héroïque.

En 1941 sortira de l'Ecole Polytechnique, François Job, lui aussi décoré en 1940, qui restera en zone occupée, en bravant les périls, accomplira sa scolarité à l'Ecole, en sortira Major et sera affecté au Service des Recherches, où son chef, Pierre Marzin, futur Directeur général des Télécommunications, puis sénateur-maire de Lannion, l'hébergera chez lui à la fin de l'occupation pour le soustraire à la Gestapo.

Quant à mon ami Julien Loeb, il est prisonnier, et le restera jusqu'à la fin. C'est un scientifique éminent.

Je prends désormais mon repas de midi à la cantine du Ministère, ce qui est fort appréciable par ces temps de restrictions, car elle est approvisionnée par les soins des postiers ambulants, dont les wagons-poste sillonnent des régions agricoles, et ne sont guère inquiétés par les services de répression.

La vie dans le Paris de l'époque n'est pas gaie. La circulation se limite aux rares voitures munies de permis de circuler, a quelques autobus, et aux véhicules des occupants. Ceux-ci ont parsemé la ville de leurs panneaux indicateurs, lettres noires sur fond blanc, d'un effet sinistre.

FALCK
MPF 5/2/44 X28

Le couvre-feu interdit toute sortie entre 11 heures du soir et 6 heures du matin, sauf aux porteurs d'un laissez-passer spécial.

Les marchandises en vente dans les magasins se sont raréfiées ; la plupart ne s'obtiennent qu'en échange de tickets de rationnement.

Il n'y a plus ni voitures particulières, ni taxis. Il y a peu d'autobus ; le moyen de transport normal est le métro. Dans celui-ci, de nombreuses stations sont fermées, et les rames sont plus espacées qu'avant guerre. Résultat, elles sont bondées. Dans mon état, cet usage intensif du métro me pose parfois des problèmes. La vie étant très dure, beaucoup de Parisiens ont perdu leur gentillesse d'antan, et l'entrée et la sortie des voitures donnent lieu à des ruées épiques. Il m'arrive un jour, voulant sortir, de ne pas arriver à fendre le flot des voyageurs entrants : ce que voyant, deux soldats allemands me prennent chacun par une épaule, fendent la foule avec brutalité, et me déposent sur le quai. Quelle humiliation !

J'éprouve tout de même du plaisir à retrouver quelques parents rentrés à Paris, notamment mes oncles Marcel Meyer et Etienne Trèves. D'autres sont en zone libre, et la communication avec eux n'est pas facile. Les Allemands n'autorisent comme correspondance avec l'autre zone que des "cartes inter-zones" dont la plus grande partie est toute imprimée et où il n'y a que deux lignes entièrement libres.

Beaucoup de mes amis sont en zone libre ou prisonniers, comme Olivier Meyer et René Roos. Il me reste heureusement mes amis des télécommunications. Dès mon arrivée, Levailant est venu me voir chez mon oncle. Très averti, il m'a expliqué la complexité du jeu politique en cours, où se mêlent collaborationnistes effrénés, fidèles de Pétain dont le jeu n'est pas toujours clair, communistes dont le jeu d'alors l'est encore moins, et gaullistes, qui commencent à s'organiser, grâce à des missions venues clandestinement de Londres. En fait, je devine que ces derniers ne lui sont pas inconnus.

Mon camarade, utilisant sa position stratégique au service des lignes à grandes distances, qu'utilisent tous les réseaux de commandement de l'ennemi, sera un des plus efficaces des Résistants des P.T.T.

C'est également avec joie que j'ai retrouvé mon ami Charles Laurent ; non seulement nous avons fait toutes nos études supérieures ensemble et embrassé la même carrière, mais à la mobilisation, nous nous sommes retrouvés dans la même compagnie. A la cantine du Ministère, dès mon premier repas, j'ai eu comme compagnon un autre de mes camarades de promotion, mon ami Paul Guérin. Il ne fait pas de mystère de ses opinions, et je devine que lui aussi a déjà eu des contacts avec les organisations gaullistes. Je me rends aussi à la synagogue de la rue de la Victoire. Les fidèles sont peu nombreux ; beaucoup des habitués sont restés en zone libre. Le grand-rabbin, Julien Weill, m'accueille chaleureusement. Cet homme éminent restera à son poste pendant toute l'occupation malgré le danger ; son courage et sa dignité en imposeront aux Allemands à tel point qu'il ne sera pas arrêté, alors que la plupart de ses collègues subiront un sort tragique.

Les journaux de Paris, contrôlés par les occupants, sont illisibles. La seule source de nouvelles est l'émission en français de la B.B.C. Je l'écoute le soir avec mon oncle. Quand arrive le printemps, les nouvelles sont mauvaises : les Allemands occupent, après des offensives éclair, la Yougoslavie et la Grèce continentale, puis insulaire. En même temps, venant au secours de leurs alliés italiens, ils refoulent les Britanniques de Lybie.

Au printemps également, mes parents rentrent à Paris, et je quitte mon oncle pour retourner habiter chez eux. A la même époque, les Allemands effectuent dans le XIème arrondissement, une première rafle de Juifs. L'étau se reserre. Mon père discute avec le Dr. Vidal-Naquet des moyens propres à me permettre de retrouver un meilleur usage de ma jambe blessée. L'opération qui donnerait le résultat le plus durable nécessiterait une immobilisation d'au moins 4 mois, ce qui pourrait

être dangereux dans les conditions d'insécurité où nous vivons, et il est décidé de choisir une voie moins longue ; celle-ci me vaudra un répit de près de vingt ans.

A la même époque, j'ai la joie de voir rentrer de captivité mon camarade et ami, Jacques Dumas-Primbault, libéré comme père de famille nombreuse. Les prisonniers fournissaient aux Allemands un moyen de chantage sur le gouvernement de Vichy. En échange de concessions, ils libéraient des prisonniers. Cela avait commencé avec les anciens combattants de I4-I8, ensuite étaient venus les pères de quatre enfants et plus. Dumas-Primbault est un homme d'une grande valeur morale et cela m'intéresse de connaître son opinion. Je ne serai pas déçu. Il me demande de lui exposer en détail les mesures antisémites prises par les Allemands et par Vichy pendant sa captivité, écoute attentivement, et me dit qu'il est à ma disposition s'il y a lieu. Il me rendra effectivement de grands services, ainsi que Charles Laurent et d'autres. Incidemment, il me raconte qu'il appartenait aux Transmissions de la 5e Armée, où les chars étaient commandés, jusqu'à son départ pour la 4e division blindée, par le colonel de Gaulle ; il me confirme qu'il s'agit effectivement d'une personnalité exceptionnelle, pour laquelle il professe une grande admiration.

Au début de juin, j'entre donc dans une clinique de la place d'Alleray, réquisitionnée par la Croix-Rouge. On me passe à travers le genou une broche en métal à laquelle on suspend un poids de 12 kilos. Ce n'est pas très agréable, mais j'en ai vu d'autres et je reçois de nombreuses visites de parents et d'amis. Peu de temps auparavant, les Britanniques et les Gaullistes ont attaqué les forces françaises de Vichy en Syrie, dont le gouvernement Pétain-Darlan avait favorisé l'utilisation par les Allemands se portant à l'aide d'une rébellion anti-britannique en Irak. Nous sommes atterrés par l'acharnement de la résistance que ces troupes françaises opposent à nos anciens alliés qui sont alors notre seul espoir.

Mais d'autres événements se préparent : Charles Laurent, qui est un de mes premiers visiteurs à la clinique, a appris que les Services radioélectriques des P.T.T. ont détecté

une activité anormale des émetteurs militaires allemands à la frontière de l'Ukraine. C'est trop beau ! Mais quelques jours plus tard éclate la nouvelle de l'invasion de l'U.R.S.S. par les troupes de Hitler. On le savait fou, mais à ce point, c'était imprévisible. Quels que soient les succès initiaux des Allemands, leur défaite finale devient inéluctable.

Mais il devient évident que, pour le moment, les occupants vont se durcir, d'autant plus que pour la première fois, ils deviennent la cible d'attentats. Jusque là, les résistants se bornaient à rechercher des renseignements utiles aux Britanniques et évitaient toute action susceptible d'être prétexte à représailles. Il en est tout autrement des communistes, entrés dans la Résistance dès que la guerre a concerné l'U.R.S.S. Pour eux, l'essentiel est d'obliger les Allemands à maintenir en France des troupes qui ne seront donc pas en Russie, et pour cela, créer pour eux un climat d'insécurité. Comme on pourrait le prévoir, les attentats entraînent des représailles, et les Juifs sont tout désignés pour être les premières victimes.

Pendant que je suis à la clinique, ce sont les avocats juifs qui sont victimes d'une rafle, et l'on entend pour la première fois le nom sinistre de Drancy. Parmi les avocats arrêtés se trouve un cousin de mon père, Me Pierre Masse, brillant combattant de 14-18, ancien membre du Conseil de l'Ordre, et Sénateur de l'Hérault. Il mourra en déportation, comme tant d'autres.

Quant à moi, lorsque l'on me retire la broche du genou, je suis incapable de marcher, et je reste encore plusieurs semaines à la clinique, à subir des traitements divers. Je n'en sors qu'au début d'août, pour rejoindre mes parents à St. Brieuc, où ils sont retournés pour les vacances. Au cours de ce séjour, je vais visiter le central téléphonique de la ville ; je suis suivi pas à pas par le soldat allemand de garde auquel ma présence semble suspecte.

Peu après mon retour à Paris, une forte explosion endommage le temple de la rue de la Victoire, provoquant une vive émotion dans la communauté juive. La police, malgré les Allemands, laisse filtrer rapidement les résultats de son enquête, qui

incrimine les S.S. sans hésitation possible. La radio française de Londres donne à cette information la publicité qu'elle mérite. Cela ne m'empêche pas d'aller à cette synagogue pour les fêtes du mois d'octobre ; l'assistance est clairsemée.

Mes parents rentrent quelques jours plus tard. Un soir, en rentrant, je trouve dans mon courrier une enveloppe portant à la place du timbre un cachet marqué "le Chef de l'Etat Français". Que peut me vouloir Pétain ? Ce n'est évidemment pas un de mes correspondants habituels. En fait, la lettre émane du chef de son cabinet militaire, le Général Campet. Celui-ci, alors colonel, était le chef d'état-major de la 8ème Armée, où j'étais chef au centre de transmissions, et je l'avais rencontré à plusieurs reprises. Il me transmet une citation comportant l'attribution de la Légion d'Honneur et de la Croix de Guerre avec palme. Dans la très aimable lettre de transmission, il indique que M. Gignoux, l'ancien président du Patronat français, est venu lui apporter un rapport concernant mes aventures.

Le commandant Gignoux était le chef d'état-major du groupement blindé dont j'étais l'officier des transmissions lors de ma blessure. Le Général Campet a transmis la proposition au Ministre de la Guerre qui l'a acceptée.

Les satisfactions étant plutôt rares à l'époque, j'apprécie celle-là. Elle me vaut une lettre de félicitations du Secrétaire Général, M. Di Pace, avec inscription au Livre d'Or des P.T.T.

A la même époque, mes chefs me donnent une preuve encore plus précieuse de leur sollicitude :

Mon ami et ancien chef de la campagne de Belgique, Roland Bigorgne, avait accepté, la mort dans l'âme, de représenter les Télécommunications à la Commission d'armistice de Wiesbaden. Cela lui a valu de continuer cette représentation à Paris, auprès du commandant des transmissions de l'armée d'occupation. C'est un supplice pour cet homme sensible et profondément patriote, mais il est arrivé à concilier une parfaite dignité avec une défense efficace des intérêts nationaux.

Il avait réussi à obtenir des Allemands la délivrance aux fonctionnaires des Télécommunications dont les tâches le justifiaient, des cartes professionnelles spéciales :

ces cartes, avec aigle et croix gammée, autorisaient le libre passage de la zone occupée en zone libre et en zone interdite (Nord-Est de la France, sauf l'Alsace-Lorraine).

M. Lange, Directeur Général des Télécommunications, craignant pour ses collaborateurs juifs la virulence croissante de l'antisémitisme allemand, les avait inscrits, en accord avec M. Di Pace, sur la liste des bénéficiaires de ces cartes, qui constituaient, en outre, un sauf-conduit incomparable en cas de contrôle.

Au mois de novembre, je décide de tester ma nouvelle carte et saisis un vague prétexte de service pour prendre le train pour Lyon. La courtoisie du contrôle allemand à Moulins me prouve l'efficacité de ma carte. Lyon était la capitale économique de la zone libre, et paraissait très animé comparé à Paris. Il est reposant de ne plus voir d'uniformes allemands. Par contre, les uniformes français sont nombreux. L'armée française d'armistice n'a aucune arme lourde, mais elle a de belles tenues et ses cent mille hommes ne sont répartis que sur un tiers de la France et donc très visibles.

Le Directeur régional des Télécommunications de Lyon, M. Dupaquier, est un grand mutilé de la guerre de 14. Cet homme, réputé froid, me témoigne une grande sympathie que j'aurai l'occasion d'apprécier plus tard.

Je m'acquitte aussi de nombreuses commissions dont les relations parisiennes m'avaient chargé pour leurs parents ou amis de zone libre, et suis heureux de revoir mon cousin, Raymond Trèves et mon ami, Georges Lapra.

Quand je rentre à Paris, j'apprends que les Allemands sont de plus en plus nerveux ; leur promenade militaire en Russie tourne mal, avec un hiver précoce comme celui qui avait sonné le glas de Napoléon. Là-dessus, arrive l'attaque japonaise sur Pearl Harbour. C'est un désastre pour les Américains, mais, comme en outre Hitler leur déclare la guerre, il les a sûrs le dos en plus des Russes et des Anglais. Cela fait beaucoup de monde ! L'issue est certaine, mais combien de nous la verront ?

Là dessus, la presse annonce que les Juifs anciens combattants sont invités à se présenter dans les commissariats de police avec leurs titres de guerre. N'ayant pas encore sondé la perversité des nazis, nous nous y rendons tous comme un seul homme. Ni les policiers, qui nous reçoivent aimablement, ni nous mêmes, ne soupçonnons qu'il s'agit d'un traquenard, comme on ne va pas tarder à le voir.

Peu de temps après, les Allemands, sous prétexte d'attentats, prennent des mesures féroces contre les Juifs : outre des restrictions à la circulation et à l'accès aux lieux publics, il leur est imposé une amende collective d'un milliard de francs et surtout, il est procédé à de nombreuses arrestations. Cette fois, elles seront sélectives, et visent des personnalités éminentes, choisies précisément sur la liste des anciens combattants, invités si aimablement à s'inscrire. Parmi ces victimes se trouve Roger Masse, frère de l'avocat déjà arrêté, lui-même polytechnicien et récemment libéré de captivité comme combattant des deux guerres !

Jacques Levailant a eu plus de chance : la Gestapo est venue l'arrêter à son domicile, où heureusement il n'était pas. Comme à l'époque ils n'arrêtaient pas encore les familles, sa femme Nicole a pu aller le cueillir à la gare d'Austerlitz alors qu'il revenait de Clermont-Ferrand et prévenir son service.

La réaction de notre direction est rapide : Simon, Levailant Weil et moi recevons l'ordre de partir le soir même pour la zone libre.

Il m'est très pénible de quitter ma famille dans ces circonstances, et je vais voir Bigorgne. Il me dit que, à l'annonce de la tentative d'arrestation de Levailant, il est allé voir son correspondant allemand, qu'il sait ne pas être nazi. Il lui a soumis mon cas, l'Allemand lui dit que le seul conseil qu'il puisse lui donner est de nous faire partir le plus vite possible vers la zone libre, mes camarades et moi ; la question juive est pour les nazis une véritable obsession, et il n'y a rien à en espérer. Il a des amis juifs en Allemagne auxquels des états de service brillants n'ont pas évité la déportation.

J'ai juste le temps de faire mes bagages et de faire, le

coeur serré, mes adieux à mes parents.

Je dois d'autant plus me dépêcher que les occupants ont fixé le couvre-feu à 17 heures. A l'heure dite, nous nous retrouvons à la gare d'Austerlitz, mes trois camarades et moi. Weil a été affecté à la Direction Régionale de Toulouse ; Simon, assisté de Levailant, doit prendre à Clermont-Ferrand la direction de l'échelon de zone libre du service des Lignes à Grande Distance. Quant à moi, je dois me présenter à Vichy à mon ancien chef du temps de paix, Antoine Chovet, responsable pour cette même zone des installations téléphoniques.

Il fait froid, la gare est mal éclairée, et notre moral est bas. Ne tenant pas à nous faire repérer, nous évitons le buffet et nous réfugions dans un train à l'arrêt, en attendant le départ des nôtres, plusieurs heures plus tard.

Le moment venu, nous prenons place dans nos wagons respectifs Weil dans le train de Toulouse, Simon et Levailant dans le train de Clermont-Ferrand, et moi dans le même train, mais dans une voiture que l'on décroche à Vichy, et où les voyageurs ont le droit de dormir plusieurs heures après l'arrivée, qui a lieu à 3 heures du matin. Notre problème est de savoir si la Gestapo aura le temps de passer à ses postes frontières le signalement de Levailant, qu'elle a manqué à Paris. Dans ce cas, sa carte professionnelle ne vaudrait rien, celle de Simon et la mienne pas grand chose.

Quand le train s'arrête à Moulins, près de la ligne de démarcation, la police allemande contrôle les voyageurs. Je ne suis rassuré qu'après le contrôle, qui se passe sans histoire, et surtout quand le train s'ébranle, et que c'est la gendarmerie française qui effectue le contrôle suivant.

Enfin le train s'arrête à Vichy ; nous sommes le dimanche 14 décembre.

x

x x

W I C H Y

Lorsque l'heure le permet, je me rends à l'Hôtel des Postes, siège de la direction des Télécommunications pour la zone libre, et où je sais qu'une permanence est assurée le dimanche. Ce jour là, j'y trouve l'ingénieur en chef Hanff ; je le connaissais à peine auparavant, mais j'aurai largement l'occasion d'apprécier cet homme cultivé et d'une grande valeur morale. Il avertit Chovet de mon arrivée, et celui-ci me donne rendez-vous pour l'après-midi.

Hanff étant invité à déjeuner chez notre collègue Puechberty, il demande à ce dernier de m'accueillir également. C'est ainsi que je fais la connaissance de Lucien Puechberty, et ce sera le début d'une longue amitié.

L'après-midi, je rencontre donc Chovet ; il m'exprime son intention de me garder avec lui. L'idée de séjourner à Vichy ne me plaît pas du tout, et je lui fais remarquer que le séjour dans la capitale provisoire de l'"Etat Français" est interdit aux Juifs. Il sourit, décroche son téléphone et une demi-heure plus tard, on m'apporte un permis de séjour permanent. Décidément, il y a des trous dans la "Révolution Nationale". On m'attribue en outre une chambre à l'Hôtel Central, en face de la gare. Chovet me dit que personne n'a besoin de savoir la raison exacte de mon arrivée à Vichy, car tout le monde sait qu'il avait demandé pour son service un ingénieur en renfort, et qu'il est normal qu'on lui ait envoyé un ancien collaborateur d'excellente réputation. Je lui dis de ne pas se faire d'illusions sur la notoriété de mon appartenance.

Le lendemain matin, je trouve l'équipe au complet. Elle est dirigée par Chovet pour la partie technique. L'élément administratif est dirigé par M. Mahé, un Breton truculent qui clame à tous les vents ses sentiments anti-allemands. Il y a tout compris une dizaine de personnes et l'atmosphère est familiale.

C'est sympathique, mais pas très confortable, car nous sommes un peu serrés dans les quelques bureaux pris à la poste et au central téléphonique. Je partage une pièce avec Hanff et

Puechberty déjà nommés et mon camarade de l'X, René Bertaut. Ce dernier, comme d'autres officiers des Transmissions polytechniciens, a été dégagé de l'Armée, obligée de réduire ses effectifs, et versé dans les télécommunications, après un passage à l'Ecole du même nom.

Hanff est en partance, et est en train de passer son service à Puechberty. Il va prendre à Limoges la direction du dépôt central du matériel des P.T.T. pour la zone libre, ce qui lui permettra de retrouver sa femme et ses quatre enfants. Ses charges de famille ne l'empêcheront pas de prendre dans la Résistance une activité qui le conduira à la mort.

Le dimanche suivant, étant le dernier arrivé, j'assure la permanence du bureau. Tout est calme, et je suis en train de lire lorsque la porte s'ouvre doucement et je vois entrer un rédacteur du service, Pannetier. Il me dit : "Je sais parfaitement la véritable raison de votre présence ici, et tiens à vous dire qu'en cas d'ennuis, vous pouvez compter sur moi". Je suis extrêmement touché de cette démarche ; elle sera d'ailleurs suivie d'autres dans le même sens.

Malgré cela, je regrette mon affectation à Vichy ; ce regret est encore plus vif quand Chovet m'apprend que, dans les deux jours qui ont suivi mon arrivée, trois des six directeurs régionaux des télécommunications de la zone libre lui ont téléphoné pour demander mon affectation à leur service.

Le siège du gouvernement de l'"Etat Français" a tout d'une capitale d'opérette. Tous les grands hôtels ont été transformés en ministères, et les belles villas abritent les ambassades, dont la plus prestigieuse est celle des Etats-Unis . En zone libre, l'état d'esprit est très différent de celui de Paris. Le Maréchal Pétain est l'objet d'un véritable culte, et chacune de ses sorties, entourée par sa garde personnelle, en grande tenue, est accompagnée par les acclamations populaires. Ce régime a une certaine apparence : il dispose d'une marine intacte, dirige un empire colonial imposant, et son armée, à défaut d'armement, a belle allure et la musique joue : "Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine".

Toutes les puissances étrangères, sauf l'U.R.S.S. et la Grande Bretagne, sont représentées auprès de lui. Le maintien de tout cela dépend strictement du bon vouloir des Allemands, mais le gros de la population ne s'en rend pas compte. Dans ses préoccupations, ils sont loin derrière les problèmes de ravitaillement.

Quelques jours après mon arrivée, je suis convoqué à un dîner réunissant les anciens de la promotion 1929 de l'X, présents à Vichy ; nous sommes une quinzaine, et l'ambiance est sympathique et très anti-allemande.

Il y a quand même une consolation : contrairement à ce qui se passait à Paris, le cinéma donne fréquemment des films américains : c'est très réconfortant !

Dès que je le peux, je quitte Vichy. Non loin de là, je retrouve à Clermont-Ferrand mes camarades Levailant et Simon, et à Riom, mon camarade de guerre, Lucien Lafont. Celui-ci y dirige l'usine de câbles de la Compagnie des Signaux, et nos relations seront à la fois amicales et professionnelles. C'est un homme d'une grande qualité morale et intellectuelle et notre amitié durera jusqu'à son récent décès.

Je vais passer la fin de l'année à Toulouse, où sont réfugiés ma tante et mes cousins Stern. J'y trouve, à la direction régionale de la Radiodiffusion, mon camarade de promotion, François Devèze, et le Commandant Sagon, qui a été un de mes derniers chefs pendant la guerre. Blessé et fait prisonnier, il a été libéré de captivité au bout de peu de temps, et nous sommes heureux de nous revoir. Quant à Devèze, c'est un excellent camarade. Ce sera aussi un grand Résistant, et il mourra, hélas, en déportation.

DEVÈZE

X 29

x

x x

I 9 4 2

La nouvelle année débute pour moi sous le double signe de l'angoisse et de l'espoir. Je me fais beaucoup de soucis pour ma famille restée à Paris. Par contre, les Britanniques ont remporté des succès en Lybie et les Russes en Ukraine, et l'industrie de guerre américaine se met à tourner.

Bien qu'il me soit très désagréable d'avoir des rapports avec l'entourage de Pétain, j'estime de mon devoir d'aller remercier le général Campet pour sa gentille lettre et son rôle dans l'attribution de ma Légion d'Honneur. Le chef du cabinet militaire du maréchal me reçoit immédiatement. Après avoir évoqué nos souvenirs de guerre communs, le général me demande les raisons de ma venue à Vichy. Apprenant que je suis juif, il me demande : "Avez-vous du travail ?" Sur ma réponse affirmative, il ajoute : "Sans cela, nous vous en aurions trouvé". Il faut dire que, dès l'occupation de la zone libre, les Allemands ont exigé le départ du général Campet, que Pétain leur a naturellement accordé. J'ai appris après la guerre, que le général Campet n'avait jamais cessé dans la mesure de ses moyens d'aider les juifs.

Vers la fin de janvier, Levaillant me téléphone pour m'annoncer sa venue à Vivhy. Par hasard, rentrant de Toulouse, il a fait dans le train la connaissance d'un officier américain qui rejoignait l'ambassade de son pays à Vichy ; il compte me présenter à lui. Cette perspective m'enchante.

Elle se réalise le lendemain. Le Lieutenant-Commander (capitaine de corvette) Thomas G. Cassady, de la Marine des Etats-Unis, porte le titre d'attaché naval adjoint. Comme il n'a jamais auparavant servi dans la marine, ses fonctions réelles ne sont pas difficiles à deviner. Je n'apprendrai que beaucoup plus tard qu'il était même pour la zone libre, le chef de l'O.S.S (Office of Strategic Services), précurseur de la C.I.A.

Cet agent de change de Chicago s'est engagé dès l'entrée en guerre de son pays, et sa connaissance du français lui a valu son affectation actuelle. En 1914, il s'était engagé dans

l'escadrille La Fayette, formée de jeunes américains combattant dans l'aviation française longtemps avant l'entrée en guerre de leur pays. Les services de renseignements américains étaient alors inexistant, et Cassady n'a reçu aucune formation pour le préparer à ses nouvelles fonctions !

Il est très sympathique, mais certaines de ses déclarations sont plutôt décourageantes : je comprends que l'administration Roosevelt est hostile à de Gaulle ; quant à la guerre, les compatriotes de mon nouvel ami considèrent qu'elle durera encore longtemps et cela semble ne les préoccuper que modérément dans la mesure où les Russes s'useront pendant ce temps.

Il y a beaucoup de choses à lui apprendre ; par exemple, il est très étonné quand je lui explique qu'un appareil téléphonique, d'apparence inoffensive, peut très bien avoir été transformé en un microphone permettant à des esprits mal intentionnés d'intercepter à distance tout ce qui se dit dans la pièce où il est situé. Par contre, il me sera impossible de lui faire comprendre que, pour des rencontres discrètes, des bistrotts modestes sont préférables aux établissements plus luxueux où l'on est sûr de trouver les espions de tout poil dont Vichy regorge.

Malgré cela, comme c'est le seul officier allié que j'ai à ma disposition, je me mets à la sienne. Il est décidé que nous nous rencontrerons régulièrement, que je lui communiquerai tout renseignement susceptible de l'intéresser, et lui présenterai des amis pouvant lui être utiles. En outre, comme mon service dispose de circuits échappant aux écoutes, que le régime de Vichy pratique sur une large échelle, il m'arrivera à plusieurs reprises de passer pour lui des messages à ses correspondants.

Je voyage beaucoup à travers la zone libre, tant pour mon service que pour aller voir des parents et amis. C'est ainsi que dans un train, je rencontre le Grand-Rabbin Liber, que j'ai connu à Paris. Rapidement, il déduit de la conversation que, depuis mon arrivée en zone libre, je ne fréquente aucune synagogue, et me fait de vifs reproches. Je lui réponds qu'à mon vif regret, j'habite Vichy, ville comme chacun le sait

interdite aux Juifs, et que, par conséquent Mieux informé que moi, il m'explique que cette interdiction ne s'applique ni aux personnes domiciliées auparavant dans la ville, ni aux réfugiés d'Alsace et de Lorraine, et que finalement, cela fait suffisamment de monde pour permettre le fonctionnement d'une Synagogue dont il me donne l'adresse.

Je m'y rends le vendredi suivant. Il y a effectivement un assez grand nombre d'Alsaciens. Le chef spirituel est le Grand-Rabbin Jacques Kahn, un homme fort respectable, mais âgé, et très traumatisé par la défaite et par la législation raciste du régime. Par contre, je rencontre aussi le rabbin Kaplan, que je connais bien, et dont le moral est indestructible. C'est une grande joie pour moi de le revoir, et de faire plus ample connaissance avec lui et sa charmante famille (il a cinq enfants).

Le rabbin Jacob Kaplan est déjà une autorité religieuse reconnue, mais il jouit, en outre, d'une grande popularité dans le milieu des anciens combattants. Engagé en 1914, à l'âge de 18 ans, il a fait toute la guerre dans l'infanterie. Mobilisé en 1939 comme aumônier, il a largement outrepassé ses attributions, car la nouvelle Croix de Guerre s'est ajoutée à celle de la guerre précédente et a été accompagnée de la Légion d'Honneur.

Pour le moment, le futur Grand Rabbin de France et membre de l'Institut a une préoccupation : elle concerne la fabrication des pains azymes que les Juifs pratiquants doivent consommer au lieu de pain pendant les huit jours de la Pâque. Il a bien trouvé un fabricant mais celui-ci demande le déblocage de la quantité de farine nécessaire, ce à quoi les services du Ravitaillement se refusent. Par un ami bien placé, j'arrive à faire ouvrir à M. Kaplan les portes idoines, et le déblocage est obtenu. Les fidèles auront leurs pains azymes, et le rabbin m'invitera à célébrer la fête dans sa famille.

LE RETOUR DE LAVAL

Au mois de mars éclate une mauvaise nouvelle : Pétain a du accepter, sous la pression des Allemands, de changer son gouvernement. Malgré les gages qu'il avait donné, l'amiral

Darlan est jugé trop tiède en ce qui concerne la collaboration franco-allemande. Il est vrai que l'entrée en guerre des Américains a pu le faire réfléchir. Il reste chef des armées, mais est remplacé comme chef du gouvernement par Pierre Laval.

Ce dernier est un partisan tellement convaincu de l'Allemagne que Pétain qu'il avait puissamment aidé à prendre le pouvoir, s'en était débarrassé en décembre 1940.

Du coup, Roosevelt rappelle son ambassadeur, remplacé par un simple chargé d'affaires. Mon ami Cassady, qui, lui, reste, me fait part de sa déception.

Un des premiers actes de Laval est d'autoriser la Gestapo à installer une antenne à Vichy. Fort heureusement, la politique du nouveau chef du gouvernement est loin d'être suivie par tous ses services. Quand l'organisme nazi, pour lequel une villa a été réquisitionnée, demande une ligne téléphonique, l'employé chargé d'installer l'appareil est remplacé par un agent du service de renseignements de la Marine. Le poste installé par ses soins est un de ceux dont j'ai appris l'existence à Cassady, et, à son arrivée au central, la ligne est pourvue d'une dérivation vers les locaux du S.R. Marine. Celui-ci n'ignorera donc rien de ce qui se dit dans le bureau du chef de la Gestapo. Les Allemands mettront trois mois avant de s'apercevoir de la supercherie. A ce moment, où ils ont fait vérifier leurs installations par un spécialiste venu de Berlin, ils convoquent le chef monteur des P.T.T. Celui-ci n'était pas dans la confiance, est d'une innocence tellement manifeste qu'il est renvoyé chez lui sans dommage. Quand les Allemands arrivent au central téléphonique, la ligne vers le S.R. Marine a naturellement disparu.

A quelques temps de là, Cassady me raconte qu'il a assisté, en uniforme, à la messe des obsèques d'un dignitaire du régime de Vichy. Une erreur des services du Protocole l'a placé à côté d'un officier allemand. Celui-ci lui a dit : "Commandant Cassady, je sais exactement qui vous êtes, et quelles sont vos fonctions, mais je parie que vous ne savez pas qui je suis". Devant l'embarras manifeste de l'Américain, il poursuit : "Eh bien,

je suis le Hauptsturmführer S.S. Geissler, délégué de la Gestapo pour la zone libre".

Le printemps amène pour moi un changement d'activité des plus intéressants. Puechberty étant détaché au Ministère de l'Air, où il aura plus tard une grande activité dans la Résistance, j'hérite des fonctions qu'il avait lui-même reprises à Hanff.

J'ai désormais la responsabilité des rapports avec les industries travaillant en zone libre pour les télécommunications. Cela comporte notamment les attributions de matières premières qui sont naturellement rationnées. Je dépends du chef du service correspondant à Paris, l'ingénieur en chef Bruniaux. C'est un patriote et un homme plein d'humour, et comme son travail consiste essentiellement à leurrer les Allemands, nous nous entendons fort bien lors de ses visites à Vichy. (il n'est pas question pour moi d'aller le voir à Paris).

J'ai en outre la responsabilité de la gestion de certains matériels stockés au dépôt central de Limoges. C'est parfois intéressant. Certains sont en réalité des matériels militaires. L'Armée a été réduite à la portion congrue par les accords d'armistice, et a eu le temps de camoufler une partie des matériels de transmissions en excédent, dans les dépôts des P.T.T., avec l'accord de ceux-ci.

De temps en temps, à la demande de l'Etat-Major, des caisses sont embarquées à Marseille à destination de la Direction des P.T.T. d'Alger. Sur le dessus des caisses, il y a bien des isolateurs ou des traverses qui peuvent être d'usage civil, mais, quand on les retire, il y a d'autres articles dont la Direction d'Alger sait qu'elle doit les remettre à l'Armée d'Afrique qui aura bientôt l'occasion de s'en servir.

Je suis très occupé à suivre la fabrication du câble coaxial Paris-Toulouse, dans sa partie de zone libre qui n'avait pu être achevée avant-guerre. Les Allemands ont interdit toute fabrication en zone occupée, et il a fallu monter tout un

circuit en zone libre, depuis le tréfilage du cuivre.

J'ai à effectuer de nombreuses démarches auprès des organismes de répartition des produits contingentés.

En zone libre, comme ce nom l'indique, il n'y a alors pas de troupes allemandes, mais il y a dans toutes les grandes villes des Commissions d'Armistice allemandes et accessoirement italiennes dotées de pouvoirs d'investigations assez étendues, ce qui explique les précautions prises pour certaines de nos activités, par exemple les envois non autorisés vers l'Afrique du Nord.

En ce qui concerne les nouvelles, les journaux de la zone libre sont moins immondes que ceux de Paris, mais dans l'ensemble très pétinistes ; seuls quelques uns ont gardé leur dignité. Je lis "La Montagne" de Clermont-Ferrand. L'on vend bien des journaux suisses français, et le "Journal de Genève" connaît un certain succès, mais j'apprends vite que ce sont des éditions expurgées destinées à la vente en France, ce qui n'est pas très honnête. En tous cas, aucun journal n'a le droit de publier de nouvelles favorables aux Alliés.

En ce début de printemps 1942, les nouvelles sont d'ailleurs mauvaises : en Asie, les Japonais accumulent les succès, en Russie, les Allemands ont stoppé la contre-offensive soviétique et vont bientôt reprendre les attaques qui les conduiront jusque sur le Caucase.

Je reçois bientôt la visite de mon ami Paul Guérin. Il m'apprend la création de l'organisation "Résistance P.T.T.", dont il est un des principaux responsables, et me demande d'être son correspondant à Vichy, ce que j'accepte avec joie. Il s'agit de recruter des sympathisants et de recueillir des informations. Nous convenons d'un code pour correspondre.

Au mois de mai, on apprend que les Allemands ont imposé aux Juifs de la zone occupée le port d'une étoile jaune sur leurs vêtements. Cela facilitera les arrestations en cas de rafle, et je me fais naturellement beaucoup de souci pour mes parents et ma soeur restés à Paris. Pour le moment, mon père ne veut pas quitter ses malades.

A la même époque, j'apprends que le Grand-Rabbin de France Isaïe Schwartz, replié à Lyon a décidé d'appeler auprès de lui, comme adjoint, le rabbin Kaplan. Je suis désolé de voir s'éloigner cet homme aussi éminent que sympathique. Comme je ne suis pas le seul à le penser, la communauté israélite de Vichy me charge avec M. Maurice Leven, un ami de ma famille, d'effectuer une démarche auprès de M. Schwartz. Nous devons, en tant que "personnalités parisiennes"(???) , le convaincre de l'intérêt du maintien, auprès du siège du gouvernement, d'un homme auquel ses titres donnent tant de possibilités ! Notre démarche se révélera infructueuse. Il nous reste le Grand-Rabbin Kahn dont j'apprendrai à apprécier la bonté et la dignité, et qui connaît une fin tragique. Mais il est très âgé.

Au mois de mai les nouvelles sont carrément mauvaises : les Allemands avancent rapidement en Russie. En Afrique, le fameux Rommel a enfoncé les lignes britanniques, et on apprend que le commandement anglais a chargé la brigade française libre du Général Koenig de tenir la position fortifiée de Bir-Hakeim le temps nécessaire à ses troupes pour se reformer. Nous suivons avec passion la résistance de Koenig. Mais les journaux français n'en soufflent pas un mot, pas plus que les journaux suisses disponibles. Je finis par découvrir un service gouvernemental qui reçoit une édition non expurgée du "Journal de Genève". Je pourrai suivre ses nouvelles jusqu'à la sortie victorieuse des Français Libres, après 15 jours de résistance aux assauts des forces allemandes et italiennes dix fois supérieures en nombre. A cette occasion, je découvre aussi la possibilité d'acheter un hebdomadaire suisse allemand, la "Weltwoche" de Zurich, très pro-Alliés, et qui a échappé à la vigilance de la censure vichyssoise.

J'ai continué à l'hôpital militaire de Vichy les traitements commencés à St. Briec puis au Val de Grâce, et entreprend au mois d'août une cure thermale à Aix les Bains. C'est à ce moment que j'apprends le passage réussi en zone libre de ma soeur puis de mes parents. C'était une opération dangereuse

qui s'effectuait en majorité de nuit et à pied. Inutile de dire mon soulagement ! Au bout de quelque temps, ma famille s'installa à Riom, dans le Puy de Dôme, entre Vichy et Clermont-Ferrand, ce qui nous permettra de nous voir très souvent.

C'est à Riom que s'est déroulé, quelques mois auparavant, le procès intenté par le gouvernement de Pétain aux "responsables de la défaite" et notamment aux anciens présidents du conseil, Léon Blum, Edouard Daladier et Paul Reynaud. Ce procès a tourné à la confusion des accusateurs et a été interrompu sur l'ordre d'Hitler.

Il a amené à Riom de nombreuses personnalités du monde politique d'avant-guerre, ce qui me vaut des conversations intéressantes. En particulier, l'ancien et futur ministre Louis Jacquinot m'explique que la prise du pouvoir par Pétain en juin 1940 n'est pas l'effet du hasard, mais avait été longuement préméditée.

Jacquinot, député de la Meuse, se rendant dans sa circonscription, s'était trouvé au wagon-restaurant, face au maréchal, qui se rendait aux grandes manoeuvres. Pétain avait prié le député de s'asseoir à sa table, et lui avait exposé ses griefs contre les hommes politiques qui commettaient l'erreur de ne pas l'associer à leurs décisions. Jacquinot avait appris qu'il entreprenait ainsi tous les hommes politiques passant à sa portée. Il avait pris goût au pouvoir en 1934, lorsque l'ancien président de la République Gaston Doumergue, formant un gouvernement d'union nationale, avait appelé le Maréchal pour en faire son ministre de la Guerre. Depuis lors, il n'avait cessé d'intriguer.

Parmi d'autres personnalités, je fais la connaissance de l'avocat de Léon Blum, Me Samuel Spanien, homme courageux et d'une grande valeur morale, dont je ne peux alors deviner que, plus tard, sa fille deviendra ma belle-soeur.

Tous ces représentants du monde politique devaient se disperser lors de l'invasion de la zone libre.

Dans le courant de ce même été, Laval et ses complices commettent un acte dépassant en ignominie tout ce dont on les croyait capables : à la demande des Allemands, il accepte de faire arrêter par sa police les Juifs étrangers réfugiés en zone libre. Bien plus, alors que les Nazis ne lui avaient demandé que les adultes, il fait également arrêter les enfants. Tous sont promis à l'anéantissement. C'était le pendant, en zone libre, de la fameuse rafle du Vel d'Hiv.

Mais cette opération hideuse ne peut être dissimulée aux populations et soulève l'indignation. Elle fait en particulier basculer la majorité de l'épiscopat, jusque là assez favorable à Pétain. Le Cardinal Gerlier, Primat des Gaules, et plusieurs hauts dignitaires ecclésiastiques font part de leur indignation au gouvernement et à leurs fidèles, et la Fédération protestante fait de même. Il en résulte que, désormais, les Juifs persécutés trouveront plus facilement aide et protection en cas de détresse. De nombreux ministres des cultes chrétiens le paieront de leur liberté ou de leur vie.

Quand arrive l'automne, les nouvelles deviennent franchement meilleures ! les Russes ont percé les lignes des forces allemandes qui attaquaient Stalingrad, et se préparent à les encercler. En réalité, ils ont choisi pour cette percée, très habilement, les secteurs tenus respectivement par les Italiens et les Hongrois, mal armés et moins motivés que les Allemands, mais le résultat est là. En même temps, les Britanniques ont percé les lignes germano-italiennes en Egypte et progressent rapidement en Lybie.

Au début de novembre, mon camarade Simon vient dîner avec moi à Vichy ; il prend le lendemain l'avion pour Alger où il est envoyé pour une mission de 15 jours. Il ne peut pas deviner qu'il va être séparé de sa famille pendant près de deux années, et reviendra comme attaché des Télécommunications auprès du Haut-Commandement allié en Europe.

Le dimanche 8 novembre, j'arrive tranquillement au bureau pour prendre la permanence, mais j'y trouve Chovet et Mahé déjà installés, et une grande effervescence. La radio, que

je n'ai pas dans ma chambre d'hôtel, a annoncé le débarquement de troupes américaines au Maroc, à Oran et à Alger. Les télégrammes affluent.

Le Général Giraud, qui s'était peu avant brillamment évadé d'une forteresse allemande, lance depuis Gibraltar un appel aux troupes françaises d'Afrique pour qu'elles se rallient aux Alliés. Ce n'est malheureusement pas le cas : Pétain donne l'ordre de résister, et il est obéi. Nous recevons un télégramme de compte-rendu du Général Noguès qui commande au Maroc, et conclut ainsi : "Le Maroc se défend, vive le maréchal" !

C'est navrant. L'on apprend par contre qu'à Alger, la Résistance a pu empêcher toute opposition, et que les Américains sont entrés, l'arme à la bretelle. L'amiral Darlan, présent à Alger auprès de son fils malade, a traité avec les Américains.

Le lendemain, l'on apprend par la presse que Hitler a été beaucoup plus impressionné par les accords survenus à Alger que par la résistance des troupes de Vichy sur les autres points de débarquement. L'attitude de Pétain se précise : il s'indigne des accords conclus par Darlan, et rompt les relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Laval, le chef du gouvernement, part pour l'Allemagne, convoqué par Hitler. Le bruit se répand d'une possible invasion de la zone libre.

x

x x

INVASION DE LA ZONE LIBRE

Les rumeurs d'invasion se précisent le lendemain 10 novembre. Chovet et moi commençons à trier les dossiers sensibles et repérons un local où il existe une chaudière. Ce même jour, je reçois la visite du capitaine Rousselet, de l'Etat-Major de l'Armée, qui est mon correspondant pour les matériels militaires que nous avons en dépôt. Jusque là, les militaires avaient tenu à en conserver la comptabilité. J'avais montré les inconvénients de cette solution bâtarde, et Rousselet était bien d'accord avec moi, mais ce n'était pas l'avis de ses chefs. Ce jour là, l'arrivée des Allemands étant imminente, il vient me faire signer une décharge, et la prise en compte desdits matériels ! Cela ne fait qu'un document de plus à apporter près de la chaudière et maintenant, en cas de découvert par l'ennemi, notre responsabilité est pleine et entière, et celle des militaires est dégagée.

André Rousselet, un X de la promotion 1934, sera trois ans plus tard mon adjoint à Berlin, et restera pour moi un excellent ami. Plus tard, il deviendra ingénieur des Télécommunications et terminera sa carrière comme directeur de la Région Rhône-Alpes. Pour le moment, il est très gêné de la démarche dont il a été chargé.

Le 11 novembre, l'invasion a effectivement lieu. Avec Chovet, nous faisons allumer la chaudière et nous tenons auprès d'elle, mais rapidement nous apprenons que Vichy ne sera pas occupé, et que le gouvernement Pétain-Laval garde un semblant d'autorité.

Pétain s'est borné à une protestation platonique, et a donné l'ordre à ses troupes de ne pas bouger. Il en est récompensé par la promesse de garder son armée d'armistice et sa flotte, qui cohabitent avec les Allemands, mais cela ne va pas durer.

En effet, le 11 novembre, à la nouvelle de l'invasion de la zone libre, les troupes françaises d'Afrique du Nord cessent le combat contre les Alliés, et rentrent dans la guerre à leur côté

pour faire face aux Allemands qui ont débarqué en Tunisie avec l'accord de Vichy et de son Résident Général, l'amiral Esteva. A la fin de novembre, les Allemands en prennent prétexte pour dissoudre l'Armée d'armistice et essaient de s'emparer de la flotte de Toulon qui sauve l'honneur en sabordant ses navires.

Le 12 novembre, je suis appelé par Pierre Dupont, un diplomate. C'est un ami de jeunesse de Cassady, qui m'avait présenté à lui. Il m'explique que les Allemands ont arrêté tous les diplomates des pays alliés. Cassady a été intercepté à la gare alors qu'il rentrait de voyage. Il était logé à l'Hôtel Majestic, où loge également Pétain, et où Laval a ses bureaux ! Et Dupont me demande de venir avec lui perquisitionner dans la chambre de notre ami pour vérifier qu'il n'y a pas laissé de papiers importants.

Une employée que connaît Dupont nous ouvre la porte, et nous fouillons tous les recoins, en espérant ne pas voir arriver la Gestapo. Tout se passe bien : il n'y a aucun document compromettant, Dupont fait main basse sur une bouteille de whisky et moi sur deux paquets de cigarettes américaines, choses alors introuvables.

Quelques jours plus tard, les diplomates alliés sont transférés en Allemagne, dans les hôtels d'une ville d'eaux. Seul échappe à ce transfert le ministre d'une petite république d'Amérique latine, qui est à cette époque le mari de Danielle Darrioux ; les Allemands n'ont pas voulu déporter l'époux d'une actrice aussi populaire, d'ailleurs lui-même parfaitement inoffensif.

A la demande du gouvernement français, les Allemands autorisent Pierre Dupont à accompagner les diplomates exilés, pour veiller à ce qu'ils soient bien traités en Allemagne. Comme il a, lui, le droit de circuler, Cassady en profite pour reprendre des activités anti-allemandes, en utilisant Dupont comme courrier. Ils seront rapidement pris et jetés en prison.

Cassady sera échangé au début de 1944 contre un agent allemand prisonnier des Américains, et je le retrouverai à Paris, à la fin de la même année, promu Commander (capitaine de frégate), et très officiellement chef de l'O.S.S. pour la France. Quant à Dupont, il ne sera lui libéré que par la fin de la guerre, et je le reverrai à Washington, Consul de France.

Peu à peu le statut de l'ex zone libre se précise : les Allemands, qui n'ont pas des effectifs illimités, décident de conserver une apparence de gouvernement français, qui leur est utile pour administrer le pays. Comme il n'y a plus ni armée, ni marine, ni empire colonial, et que ses relations extérieures se limitent aux pays neutres ou alliés de l'Allemagne, ce qui ne va pas loin, ils lui laissent une certaine souveraineté sur l'ex zone libre, qui devient "zone sud" pour les Français et "zone nouvellement occupée" (Neubesetztes Gebiet) pour les Allemands. Contrairement à la zone déjà occupée (qui devient "zone Nord"), ils n'ont pas le droit d'y prendre des ordonnances, et n'ont pas d'autorité directe sur l'Administration, comme ils l'ont en zone Nord.

En ce qui concerne les Juifs, ç'en est fini de la sécurité relative que la zone libre procurait, au moins aux nationaux français.... La Gestapo s'installe dans toutes les villes, et peut procéder à des arrestations. Mais les Allemands ne pouvant pas légiférer, il n'y aura pas en zone Sud l'obligation du port de l'étoile jaune, et la situation se révélera moins mauvaise, d'autant plus que le danger réside surtout dans les villes, et que la zone comporte des régions montagneuses, où il est plus facile de se cacher.

Dans la zone Sud, la police n'est pas sous les ordres directs de l'ennemi, et l'évolution de la situation militaire donne à réfléchir à beaucoup. Laval, n'ayant plus une confiance absolue en sa police, va bientôt créer la "Milice française", force permanente de police auxiliaire, qui recrutera des individus de sac et de corde et qui sera pour la Gestapo une aide hélas efficace. Sans elle et sans les dénonciations, les Allemands,

relativement peu nombreux, n'auraient pas pu faire grand mal.

Pour sauver le prestige défaillant de leur ami Mussolini, les Allemands ont concédé une zone d'occupation à leurs alliés italiens. Cette zone s'étend de la frontière italienne à la basse vallée du Rhône, les Allemands se réservant Lyon et la côte de Marseille à Toulon inclus. Il s'avère vite que les Italiens adoptent un profil bas. Ils n'ont aucune illusion sur l'issue, ayant pratiquement déjà perdu leur empire colonial, et subi de lourdes pertes du fait des bombardements alliés.

On apprend aussi que, bien qu'ayant du adopter chez eux des lois raciales, ils ne témoigneront d'aucune hostilité à l'égard des Juifs, allant jusqu'à les protéger contre les exactions de fonctionnaires de Vichy trop zélés. Aussi beaucoup de Juifs se réfugient-ils en zone italienne.

Très gentiment, Chovet me propose de m'y affecter, bien que cela le gêne car il aurait du mal à me remplacer, et que ma présence ne pourrait que gêner les Directions Régionales de Lyon et de Marseille. Après réflexion, je le remercie, et décide de rester à Vichy. J'estime pouvoir y faire du travail utile, et, en outre, je ne crois pas que les Allemands tolèrent indéfiniment cette épine dans leur pied qu'est la présence italienne. Elle durera 10 mois.

Mes parents et ma soeur restent à Riom, qui est calme. Ma soeur Lise est inscrite à la Faculté des Lettres de Strasbourg qui est repliée à Clermont-Ferrand.

En apparence, ma vie professionnelle est peu changée, la zone Sud restant administrativement distincte de la zone Nord.

Dès l'invasion, je vois arriver à Vichy mon ami Bigorgne, toujours chargé des relations avec les Transmissions de l'armée allemande, qui vient mettre au point les relations avec les nouveaux occupants. Il reste peu et laisse sur place Jacques Gastebois, un ingénieur en chef chargé de régler les détails. Les Allemands n'opèrent pas eux-mêmes mais présentent à Paris leurs demandes de circuits téléphoniques. Cela permet à Levailant, responsable du service des lignes à grandes distances pour la zone Sud, de ne pas avoir trop de rapports avec eux !

Gastebois restera plus longtemps, et nous prenons nos repas ensemble. C'est un agréable compagnon, dont la présence joviale m'aide à passer le début d'une période moralement difficile, et qui restera un excellent ami.

Beaucoup de mes coréligionnaires quittent les villes pour des lieux de résidence plus retirés. A Vichy, la synagogue continue à fonctionner avec une assistance réduite, et je continue à la fréquenter. Le grand rabbin Kahn donne l'exemple.

Ainsi se termine tristement cette année 1942.

x

x x

1943

Ce sera une année sombre, car mes conversations avec Cassady m'ont convaincu que ce ne serait pas celle du débarquement allié en France. Les alliés piétinent en Tunisie, par contre, les Allemands encerclés à Stalingrad vont bientôt devoir capituler, et en Lybie, ils sont refoulés vers la frontière tunisienne.

Un de mes soucis concerne les matériels militaires dont j'ai la charge. J'en parle avec Hanff, le patron du dépôt central du matériel de Limoges. Je suis toujours heureux de le revoir, ainsi que le directeur régional de Limoges, mon ami Jacques Dumas-Primbault, lui aussi un grand résistant.

Nous décidons de faire éclater ce dangereux stock en plusieurs parties, de façon à ce qu'il ne risque pas de tomber tout entier aux mains de l'ennemi. Nous nous occupons de trouver des lieux de stockage, et ensuite d'organiser les transports. Cette dernière activité me vaut de faire à Vichy la connaissance du coordinateur pour la zone Sud de la S.N.C.F. C'est un ingénieur en chef, Alsacien toujours prêt à donner un coup de main quand il s'agit d'une action dirigée contre l'Allemand, M. Schutz. Il restera une relation utile.

J'en ai d'autant plus besoin qu'aux matériels militaires s'ajoutent des équipements destinés aux colonies. Ils étaient stockés dans les docks du port de Marseille, et un ingénieur en chef de la direction régionale, Marcel Moine, a réussi à les enlever de nuit avant que les Allemands ne s'en emparent, comme de tout ce qu'ils ont pu trouver dans le port. Il y a là notamment tout le matériel du central téléphonique de Fort de France, en instance de départ pour la Martinique quand l'invasion a interrompu tout trafic maritime.

Il s'agit maintenant de disperser tout cela, et je me rends à Marseille. Je le fais toujours volontiers, car j'y retrouve un de mes meilleurs amis, mon camarade de promotion et collègue Paul Bouilloc. Toute l'équipe télécommunications est d'ailleurs très sympathique : outre Bouilloc et Moine, elle comprend le directeur régional Montmaneix et Théophile Noat, qui resteront mes amis.

Mais le voyage me réserve une fâcheuse surprise : après le départ de Lyon et avant l'arrivée à Marseille, c'est à dire aux limites de la zone italienne, les Allemands effectuent le contrôle des voyageurs. Pour moi cela se passe bien, mais ce contrôle n'avait été annoncé nulle part, et je pense à ceux de mes coréligionnaires auxquels il risque d'être fatal. J'interromps donc à Lyon mon voyage de retour, et vais trouver au Consistoire israélite le rabbin Kaplan pour l'avertir de ce contrôle qu'il ignorait et dont il se charge d'informer le maximum d'intéressés.

Je continue donc à voyager. La plupart des membres de ma famille ont quitté les villes pour la campagne, et je vais ainsi voir mes oncles ou cousins Etienne Trèves en Saône et Loire, Roger Trèves et Nordmann dans l'Isère, Stern en Haute Garonne.

Notre service n'est aucunement subordonné aux Allemands. Seul mon camarade Bertaut a des rapports avec eux. Il est chargé, depuis le début, du service téléphonique des ministères et services publics. A son ancienne clientèle se sont maintenant ajoutés les services allemands de la région, ce qui peut me poser des problèmes car nous partageons le même bureau. La Wehrmacht

est représentée dans ces contacts par un très inoffensif capitaine des Transmissions, qui porte le joli nom de Feiertag (jour férié). Il sera plus tard fait prisonnier lors de la libération de Paris. Pour le moment, il délègue le plus souvent son interprète, le sergent Urban. Celui-ci tient de tels propos anti-nazis, et nous fait de telles avances que nous le prenons pour un provocateur. J'apprendrai beaucoup plus tard que c'était un opposant authentique, avec de la famille dans les camps de concentration. C'est dommage, nous aurions pu l'utiliser !

Par contre, les rares fois où Bertaut reçoit la Gestapo, il me prévient d'avance, et je vais faire un petit tour, ne tenant pas à éveiller la curiosité de ces messieurs, malsaine par définition.

Mon camarade ne tarde pas à s'apercevoir de l'hostilité que se vouent le commandement régional des transmissions de Clermont-Ferrand et la Gestapo de Vichy, et s'amuse à exacerber leurs querelles malgré mes objurgations. Cela m'oblige à faire de nombreuses promenades à l'extérieur pendant la durée du différend !

Le seul aspect positif de cette affaire est de me permettre de connaître les variations du dispositif ennemi dans le secteur. J'ai retrouvé un camarade de guerre, le Commandant Le Magny ; ce Saint-Cyrien passé par la Gendarmerie me révèle qu'il est un des responsables de l'O.R.A. (Organisation de Résistance de l'Armée) pour le secteur, et les informations recueillies via Bertaut l'intéressent beaucoup.

Je me distrais en allant au cinéma qui est alors dominé par la société allemande U.F.A. Mais il faut reconnaître que sous son patronage d'excellents films français étaient produits à cette époque.

x

x x

LES CABLES DU MASSIF CENTRAL

A quelques temps de là, M. Lange arrive à persuader les Allemands de compléter le dispositif de câbles souterrains à grande distance existant en zone Sud qui longent la côte ou les grandes voies ferrées, et sont vulnérables, par un dispositif nouveau. Celui ci comprendra deux axes, l'un Nord-Ouest-Sud-Est, l'autre Nord-Est-Sud-Ouest, traversant le Massif Central et se croisant à Rodez. Naturellement ces câbles seront fabriqués en France, et leur pose confiée aux P.T.T.

Ses interlocuteurs acceptent l'idée d'autant plus volontiers que la surveillance de l'opération justifiera le maintien en France d'officiers qui, sans cela, auraient risqué de connaître les rigueurs du front russe. Il n'y a qu'un détail que M. Lange omet de dire, c'est que lesdits câbles ne pourront jamais servir en cas de débarquement allié.

En attendant, la fabrication du matériel donne du travail aux usines françaises, et l'ensemble de l'opération nous permet de disposer d'attributions de matière premières largement surévaluées. Pour la pose, toujours avec l'accord des Transmissions allemands, on constitue, bien avant que les travaux de pose ne commencent réellement, deux "compagnies de travailleurs". Celles-ci sont placées sous le commandement du Colonel Antoine, un officier des Transmissions patriote et avisé. L'on constate rapidement que les officiers allemands chargés du contrôle ont compris que, dans toutes les armées du monde, le meilleur moyen pour ne pas avoir d'ennuis, est d'éviter les "histoires". Ils ne feront donc pas de zèle, et, en particulier, ne s'intéresseront pas de trop près au curriculum vitae des recrues du Colonel Antoine, ce qui permettra de mettre à l'abri des jeunes gens en situation irrégulière vis à vis des Allemands.

Pour résumer cette histoire, les câbles furent construits puis posés avec une sage lenteur, et leur mise en service, si l'on peut dire, coïncida avec le débarquement allié, époque où les

maquis étaient assez puissants pour faire un sort à des câbles dont les plans de pose leur avaient été préalablement communiqués.

Au mois de mai, la situation de l'ennemi s'est aggravée : les troupes germano-italiennes ont du capituler en Tunisie, et les alliés se préparent à débarquer en Sicile ; l'offensive allemands de printemps en Russie a échoué devant Kourak.

C'est à ce moment que le commissaire général aux questions juives, l'ignoble Darquier de Pellepoix, obtient du gouvernement Laval l'obligation pour les juifs de faire inscrire la mention "Juif" sur leur carte d'identité. Je n'en avais pas jusqu'alors, ma carte professionnelle avec le tampon allemand suffisant à mes besoins.

Cela me pose un problème : mes amis me conseillent de me mettre en règle, mais d'autre part, je ne veux à aucun prix permettre un rapprochement facile entre mon appartenance juive et mon adresse réelle à Vichy. Lors d'un voyage à Lyon, c'est le directeur régional des Télécommunications, M. Dupaquier, qui résoud mon problème : il me présente à un inspecteur de police de ses amis. Celui-ci me fait inscrire sur le registre d'un hôtel dont le tenancier n'a rien à lui refuser, et m'établit une carte authentique et vérifiable, que je pourrai sortir en cas de besoin.

Je suis toujours en rapport avec mon ami Guérin ; au début de juin, celui-ci me donne rendez-vous à Lyon, avec Levailant. Il s'agit maintenant de la préparation des sabotages à effectuer sur les lignes téléphoniques en cas de débarquement allié. C'est un dimanche, et cela nous permet une réunion discrète avec M. Dupaquier (toujours lui quand il s'agit de contrer l'ennemi et ses séides) ; cette réunion technique entre ingénieurs, dans le bureau d'un directeur régional, a un petit air convenable qui jure un peu avec son objet. A un moment donné, Guérin demande à notre hôte s'il dispose du personnel nécessaire pour effectuer les destructions prévues. M. Dupaquier, très digne, sort d'un tiroir fermé à clé un dossier portant le titre suivant : "Liste des individus signalés comme suspects par l'Intendance régionale de police". Il ajoute ce commentaire : "Ils ont

l'amabilité de m'indiquer ceux de mes collaborateurs auxquels je peux me fier".

La situation intérieure en France, jusqu'alors assez calme commence à donner du souci aux Allemands et à leurs complices français : à la fin de l'année précédente, le gouvernement Laval-Pétain a décrété l'obligation pour les jeunes gens de certaines classes d'âge, d'effectuer le "Service du Travail Obligatoire" en Allemagne (S.T.O.). Certains s'y soumettent, mais d'autres de plus en plus nombreux, s'y soustraient, et ce sont eux qui vont peupler les maquis qui donneront du fil à retordre à l'ennemi et à ses séides, dont le plus redoutable est la Milice.

Peu de temps plus tard, j'apprends une terrible nouvelle : Paul Guérin a été arrêté à Paris par la Gestapo. Levailant et moi sommes atterrés. Notre ami, qui ne parlera pas lors des interrogatoires, sera déporté à Buchenwald, et sera heureusement parmi les survivants. Je reçois à Vichy la visite de son beau-père, le Capitaine de Vaisseau Bion, venu voir s'il est possible de tenter des démarches en sa faveur, mais la Gestapo ne relâche jamais ses proies.

Les arrestations se multiplient ; dans notre service, Gilbert Pannetier, qui s'était si gentiment mis à ma disposition lors de mon arrivée à Vichy est arrêté comme résistant, ainsi que son collègue Claverie, et un agent du central télégraphique Azéma. Je vais leur porter un colis de vivres à la prison de Cusset, où ils sont internés en attendant leur transfert dans les camps allemands. Pannetier mourra hélas en déportation ; ses deux camarades reviendront. Je retrouverai Azéma dans mon service douze ans plus tard, et aurai la joie de lui remettre la Légion d'Honneur et de l'aider dans sa carrière.

L'arrestation de Guérin, outre la peine que j'éprouve, me coupe le lien avec la Résistance-P.T.T. Levailant, auquel son service aux lignes à grande distance fournit des informations inestimables sur le dispositif de commandement ennemi, doit chaque fois rechercher une filière pour transmettre ces renseignements aux Alliés.

Lors de mon voyage suivant à Lyon, je suis intercepté à la gare Perrache par mon oncle, Marcel Trèves. Il est venu me chercher pour m'empêcher d'aller à l'hôtel ; mon cousin Raymond Trèves vient d'être arrêté par les Allemands, et comme je porte le même nom, les hôtels de Lyon me sont désormais interdits. Mon oncle m'emmène chez sa fille, dont le mari, Ado Franck, est un des chefs de la Résistance dans les chemins de fer. Ils échapperont miraculeusement à l'arrestation. Raymond sera transféré au camp de Drancy, où il participera à une tentative d'évasion. Cela lui vaudra d'être déporté, mais il s'évadera du train qui l'emmenait à Auschwitz.

Comme l'année précédente, je vais pendant l'été faire une cure à Aix les Bains. Mon état s'est amélioré, mais mon activité physique reste limitée. Mon plus grand regret est que cela m'empêche de franchir les Pyrénées pour rejoindre les forces françaises en Afrique du Nord, comme le font beaucoup de mes camarades. Aix les Bains est en zone italienne, et je peux constater combien cette occupation est discrète, comparée à celle des Allemands.

Au début de septembre, une affaire de service m'amène à Grenoble, également en zone italienne. Je vais dîner avec mon camarade de promotion, Pierre Brunet ; avant la dissolution de l'armée d'armistice, il était capitaine au régiment d'artillerie en garnison dans la ville. Il a été reclassé dans un emploi civil, mais il me quitte pour aller retrouver son ancien chef, le colonel Brisac. Celui-ci était un des quatre ou cinq Juifs gardés dans les cadres de l'armée d'armistice, en raison de leur valeur exceptionnelle. Il est le chef d'une organisation de résistance à base de cadres de son régiment, et dont Brunet fait partie. Peu après, mon camarade sera arrêté et déporté, mais heureusement reviendra. Le colonel Brisac échappera à l'arrestation. Ils termineront leur carrière, Brisac comme Général de corps d'Armée, Brunet comme Général de Division.

Rentrant ensuite à mon hôtel, je trouve dans l'ascenseur plusieurs personnes, dont un officier italien. Celui-ci fait

le pitre : à chaque étage, il ouvre et ferme les portes, en s'inclinant bien bas. C'est mon premier contact avec l'armée italienne ; il est instructif.

Ce charmant garçon ne pourra pas s'amuser longtemps, car le lendemain on apprend que l'Italie a signé sa capitulation. La réaction des Allemands est rapide : partout où il y en a, ils désarment les troupes italiennes, qui n'opposent aucune résistance. En France, ils occupent aussitôt la zone italienne, ce qui y entraîne immédiatement des arrestations de résistants, de Juifs et de réfractaires au S.T.O. J'avais eu raison de me méfier de cette zone.

Un peu plus tard c'est ma jeune soeur Lise qui est un objet d'inquiétude : l'Université de Strasbourg, repliée à Clermont-Ferrand, est dénoncée aux Allemands comme foyer de résistance. Une rafle est effectuée, notamment à la Faculté de Lettres où elle est inscrite. Les Allemands sont assistés par un étudiant français nommé Mathieu. Cet élève de Saint Cyr entré dans la résistance a été arrêté puis retourné par la Gestapo, dont il est devenu un auxiliaire efficace. Ce traître deviendra un abominable tortionnaire avant d'être fusillé à la Libération. Il dénonce ceux de ses anciens camarades auxquels il avait établi de fausses cartes d'identité.

La Gestapo recherche essentiellement les Alsaciens, évidemment nombreux dans cette université, et naturellement les Juifs.

Ma soeur échappe à la rafle, ayant de "bons papiers d'identité", mais elle voit devant elle assassiner un de ses professeurs, et arrêter de nombreux camarades. Elle en sort traumatisée, et il n'est pas question qu'elle poursuive ses études. Comme à cette époque, il est dangereux d'être sans emploi, mon camarade de guerre Lucien Lafont l'embauche à l'usine de la Compagnie des Signaux, dont il est directeur, et où elle ne sera pas inquiétée.

Elle n'était pas la seule bénéficiaire de la courageuse gentillesse de Lafont. Les magasiniers étaient : un jeune français réfractaire du S.T.O., un Grand d'Espagne anti-franquiste et un juif de Salonique.

Et l'année 1943 se termine. Les Alliés occupent le sud de l'Italie, et reprennent l'offensive dans le Pacifique. A Alger, De Gaulle a remporté la longue lutte d'influence qui l'opposait au Général Giraud.

1 9 4 4

C'est l'année de l'espoir, mais tous savent qu'elle commencera par être dure... Les communications devieront difficiles, car il y a maintenant des sabotages sur les voies ferrées..

Dans mon service, nous avons un nouveau sujet de préoccupation avec le "plan Fellgiebel" : le général Fellgiebel, commandant des Transmissions des forces armées allemandes, est un des plus vieux compagnons de Hitler. Il a reçu de ce dernier l'ordre de récupérer dans les pays occupés le cuivre des lignes téléphoniques, qui seront remplacées par des lignes en aluminium. Ce que l'on ne sait pas à l'époque, c'est que ce général est également un des conjurés de ce qui deviendra le complot du 20 juillet 1944.

En attendant, la menace est suffisamment sérieuse pour provoquer la venue à Vichy de MM. Di Pace et Lange. Nos grands chefs viennent nous donner leurs instructions sur la manière de combiner une soumission apparente au plan Fellgiebel avec son sabotage réel. Comme les Allemands se sont engagés à fournir les fils d'aluminium destinés à remplacer le cuivre, et éprouvent des difficultés à le faire, c'est déjà une première cause de retard qui est la bienvenue. Les opérations de dépose et de pose des fils s'effectuent avec toute la lenteur désirable, et le cuivre est récupéré en moins grandes quantités que prévu par les Allemands, dont une partie viendra enrichir mes dépôts clandestins.

Ceux ci me donnent d'ailleurs du souci : les Allemands ont fini par trouver l'un d'eux, sur dénonciation, et il faut maintenant les surveiller de près, et les déménager lorsque des suspects semblent s'y intéresser de trop près. L'excellent M. Schutz, de la S.N.C.F., est d'une aide inestimable.

La situation devient de plus en plus tendue : en mars, Laval confie le Ministère de l'Intérieur à l'ignoble Darnand, le chef de la Milice, un traître de la pire espèce, qui a alors toute latitude pour mettre ses nervis à la disposition de l'ennemi.

Les arrestations se multiplient. Nous vivons sans cesse dans la crainte. Pour me changer les idées, je me suis mis à apprendre le russe. Je pense que cela me sera utile, et ce sera effectivement le cas. J'ai trouvé à Lyon une méthode de russe comportant des exercices avec corrigés ; en plus, une infirmière d'origine russe, travaillant pour mon père me donne des leçons de conversation.

Toujours en mars, l'excellent Grand Rabbin, Jacques Kahn est arrêté ; il était allé rendre visite à un commerçant en meubles de Vichy, M. Muller. Celui-ci est absent, mais, dans son magasin, M. Kahn trouve des individus qu'un homme moins naïf aurait immédiatement identifiés. Ils le prient grossièrement de déguerpir. Au lieu d'obtempérer, le brave rabbin leur reproche leur manque d'égards, et les prie de dire à M. Muller, à son retour, que le grand rabbin est venu le voir ! La vie de M. Kahn s'est terminée à Auschwitz. Cette arrestation a mis fin au fonctionnement de la synagogue de Vichy, qui, paradoxalement, était restée ouverte jusque là, bien qu'elle fut située en face du siège de la Milice.

Peu après, j'apprends que mon cousin, Raymond Trèves, récemment évadé du train qui l'emmenait en déportation, va se marier à Paris et m'invite à son mariage. Le passage de l'ancienne ligne de démarcation ne pose plus de problème, mais le séjour à Paris m'en pose un, car je ne puis aller ni à mon ancien domicile, ni à l'hôtel. Mon camarade de promotion et ami Matras va justement à Paris et me propose de m'héberger chez lui. Jean-Jacques Matras est ingénieur à la Radiodiffusion. Comme sa femme est juive, il a jugé plus prudent de se faire muter à Vichy, et nous prenons souvent nos repas ensemble.

Je prends le train de nuit, et, en arrivant à la gare d'Austerlitz, je loue un cabinet de toilette pour me rendre présentable. Mais au moment où je m'apprête à en sortir, les sirènes d'alarme retentissent. Je me retrouve bloqué plus d'une heure dans les sous-sols de la gare ! J'arrive trop tard pour la cérémonie,

mais à temps pour le déjeuner de noces. Le lendemain, je traite des affaires de service avec mon correspondant parisien, Bruniaux. Je le rencontre, ainsi que d'autres camarades, dans un café, car il est plus prudent de ne pas me montrer dans les bureaux où je suis connu. A condition d'éviter les quartiers que je fréquentais en temps normal, Paris, avec l'anonymat de la grande ville me donne une impression de sécurité. Au retour, je retrouve Vichy à regret.

Bien que n'ayant en principe aucun rapport de service avec le central téléphonique de Vichy, j'ai noué des liens de sympathie avec certains de ses techniciens, que je côtoie journalièrement dans les couloirs. L'un d'eux, M. Prévost, qui deviendra trois ans plus tard un de mes plus précieux collaborateurs, m'a demandé un entretien personnel à la fin de l'année précédente. En fait, c'était pour m'informer de la Shoah. Son frère, exploit remarquable, s'était évadé du camp de représailles pour prisonniers de guerre de Rawa-Russka, en Pologne. En parlant avec les gens du pays après son évasion, il avait appris par eux que les Juifs déportés en Pologne étaient massacrés. Prévost était venu m'en informer et me conseiller de fuir. J'étais tout de même resté, mais lui en suis toujours resté très reconnaissant.

Avec un autre technicien, un jeune nommé Négrier, j'avais des relations très suivies, car c'était le responsable départemental de l'organisation Résistance-P.T.T. Comme officiellement, rien ne justifiait nos rencontres, celles-ci avaient lieu après le dîner, quand les locaux étaient vides. Personne ne s'étonnait de me voir arriver à ces heures tardives, car les locaux étaient bien chauffés, ce qui n'était pas le cas de mon hôtel. C'est également le soir que je venais recueillir les mouvements des circuits téléphoniques allemands qui intéressaient le commandant Le Magny.

Un soir où j'ai rendez-vous avec Négrier, j'entre à 9 heures dans le central. Une mauvaise surprise m'attend : le chef du service technique, un brave homme, mais un fidèle du gouvernement, écarquille les yeux devant cette arrivée insolite.

Il avait décidé inopinément de procéder à des essais du central, et comme toujours, ceux-ci ont lieu de nuit, quand le trafic est faible. A la vue de mon entrée incongrue, il écarquille les yeux. Prévost, qui est au courant de nos activités subversives, arbore un sourire ironique. Négrier, avec un sang-froid remarquable, sauve la situation. Me regardant avec un air peiné, il me dit : "Monsieur l'ingénieur, je m'étais occupé tout de suite de l'abonné que vous m'avez signalé en dérangement ; je suis étonné de votre manque de confiance." Il ne me reste plus qu'à m'excuser et à sortir ; le rendez-vous est remis.

Peu de temps plus tard, je reçois la visite de l'ingénieur en chef Hanff, toujours chargé du dépôt central du matériel à Limoges. Il a très mauvais moral ; on dirait qu'il a la prescience du sort tragique qui l'attend. Il a mis sa femme et ses quatre enfants à l'abri, et a cru accroître sa propre sécurité en se faisant aménager une chambre dans le dépôt. Il n'en a que plus de mérite à rester pour continuer ses activités de résistant. Le lendemain de son retour à Limoges, nous apprenons son arrestation par la Gestapo. Il a été dénoncé par le concierge du dépôt ! Il sera torturé, et finalement fusillé comme otage. C'était un brillant ingénieur et un homme d'une haute valeur morale.

Le chef de nos services administratifs, M. Mahé, continue à dire ce qu'il pense avec une franchise redoutable pour l'époque. Un jour, il reçoit la visite du chef du service téléphonique du Chef de l'Etat. Celui-ci est le type même du vieux serviteur ; il a auparavant exercé les mêmes fonctions auprès de trois présidents de la république. M. Mahé lui dit : "M. Gérardin, votre maréchal est-il vraiment aussi gâteux qu'on le dit ?" Le vieux serviteur étouffe d'indignation. Il répond : "M. Mahé, comment pouvez vous dire une chose pareille ? Je vous assure qu'il y a des jours où il est tout a fait remarquable !" L'ennui, évidemment, c'est que les autres jours aussi il est censé être chef de l'Etat.

(X19)
A. HANFF
26/8/44
MPF

Le bon M. Mahé finira tout de même par être arrêté par la Milice. Heureusement pour lui, elle ne le livre pas à la Gestapo, et Chovet alerte le cabinet du secrétaire d'Etat, qui arrive à faire libérer notre ami après quelques jours de détention.

Le 6 juin, on apprend que les troupes alliées ont débarqué en Normandie, et on comprend rapidement que les Allemands sont incapables de les repousser. En même temps, les Russes mènent une offensive victorieuse qui les amène rapidement aux portes de la Prusse orientale. En Italie, les troupes françaises, américaines et britanniques s'emparent de Rome.

A quelques jours de là, Levallant me demande de venir à Clermont-Ferrand. Il veut me présenter à un colonel de l'armée d'Afrique, récemment parachuté par Alger pour exercer les fonctions de Délégué Militaire Régional du Général De Gaulle. Cet officier, que nous connaissons sous le pseudonyme de "Pyramide", est installé dans une petite maison pourvue en façade d'une large baie vitrée qui lui permet de voir les visiteurs, et à ceux-ci de vérifier sa présence.

Levallant est devenu son adjoint pour les transmissions. Je lui fais part de mon désir de quitter Vichy, où la tension est vive depuis le débarquement et le séjour nerveusement éprouvant. Après que je lui aie rendu compte de mes activités professionnelles, il me donne l'ordre de rester à mon poste et de lui faire parvenir régulièrement l'état des voies ferrées de la zone sud, afin d'orienter les sabotages en conséquence.

Je m'acquiesce de cette tâche grâce à M. Schutz, de la S.NCF., qui feint de trouver normales les demandes de renseignements dépassant visiblement les besoins de mon service. Un officier de marine, reclassé comme ingénieur à la direction des Télécommunications de Clermont-Ferrand, après le sabordage de la flotte, le lieutenant de vaisseau Doin, passe à mon bureau chaque jour. Il habite Vichy, et prend mes rapports, quand il y a lieu, et les remet à Levallant qui les fait parvenir à "Pyramide"

Evidemment, il arrive un peu en retard à son bureau de Clermont-Ferrand, mais au point où l'on en est en juin 1944, cela n'a plus qu'une importance relative.

Quelques jours plus tard, Levailant, qui dispose d'une voiture de son service et d'essence fournie par les Allemands au titre des câbles du Massif Central, me propose d'aller faire un tour le dimanche suivant. Ayant tous deux lu "Les Copains" de Jules Romains, nous décidons d'aller à Ambert, une sous-préfecture voisine, vérifier si la mairie est ronde. Elle l'est effectivement, mais surtout nous constatons qu'il n'y a plus d'Allemands, et que la ville vit sous le contrôle des F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur). Celles-ci nous ont contrôlés à l'entrée de la ville, et leurs affiches sont placardées partout. Après cela, il est dur de retrouver Clermont-Ferrand ou Vichy, avec les occupants et la Milice.

Vers la fin du mois, "Pyramide", malgré l'opposition de Levailant à cette opération inutile et dangereuse, décide d'isoler Vichy téléphoniquement en coupant les lignes desservant la ville. L'opération n'est qu'un demi-succès : il existait un circuit aérien Vichy-Thiers qui ne figurait sur aucune carte, mais qui permettra d'écouler un petit peu de trafic en attendant la réparation du reste. L'isolement n'est pas total, mais il aura des conséquences désastreuses.

Le dimanche suivant, je décide de remettre moi-même mon rapport à "Pyramide". Avec Levailant, nous nous rendons à sa maison. Nous constatons son absence. Comme je dois rentrer à Vichy, Levailant prend mon rapport pour le remettre le lendemain à "Pyramide".

Le soir suivant, je reçois un coup de téléphone de Nicole Levailant : "Jacques n'est pas rentré ce soir ; vous savez où il allait, et ce qu'il vous reste à faire".

Je dois donc partir. Mais auparavant, il me reste deux choses à faire. La première est de voir, plutôt par acquis de conscience, si je puis faire quelque chose pour mon ami.

Je trouve une oreille compréhensive auprès de M. Champsaur, un ingénieur général des télécommunications, détaché au Ministère de la Marine et bien introduit dans les milieux gouvernementaux. Mais il ne pourra rien faire, Levailant étant aux mains de la Gestapo.

Ensuite, comme je l'avais fait pour Cassady, il faut vérifier qu'il n'a rien laissé de compromettant dans son bureau. Je m'y rends avec le lieutenant de vaisseau Doin, en espérant ne pas y rencontrer la Gestapo. Cette visite déplaît souverainement à l'adjoint de Levailant, nommé Chardon, un brave homme, mais timoré. Il nous suit pas à pas, pour vérifier que nous n'emportons aucun document appartenant au service. Le pauvre homme est traumatisé. Le matin même, l'interprète des Transmissions allemandes lui a dit : "Cette arrestation est bien fâcheuse pour votre M. Levailant, car il est juif". Chardon s'est récrié, mais l'Allemand a ajouté : "Inutile de dire le contraire nous le savions depuis notre arrivée en novembre 1942, car on nous l'avait dénoncé, mais nous avons estimé que cela ne regardait pas la Gestapo".

Après cela, il me faut partir. Un excellent prétexte m'est fourni par un bombardement de l'U.S. Air Force qui visait l'arsenal de Toulon et a atteint le central téléphonique. Autant les bombardements anglais sont précis, autant ceux des Américains sont redoutables par leur caractère aléatoire. En ce mois de juillet, les déplacements par chemin de fer sont interminables, les voies ferrées étant coupées, tantôt par les sabotages, tantôt par l'aviation alliée. A Toulon, je constate avec étonnement que les dégâts sont moins graves que prévu : une bombe a traversé la salle de l'automatique et explosé dans la salle du dessous. Le central, dont le plancher est en partie détruit, tient par les câblages ! Il sera réparable.

Au bout d'une semaine, ayant vérifié que je n'y suis pas recherché, je rentre à Vichy. J'apprends que "Pyramide" a été arrêté à la suite de l'opération d'isolement téléphonique. La Gestapo venait de l'emmener quand Levailant et moi nous

sommes présentés chez lui et n'avait pas encore eu le temps de placer la souricière dans laquelle mon malheureux camarade devait tomber le lendemain.

Mes principaux contacts avec la Résistance étant coupés, je me retourne vers le commandant Le Magny, mais bientôt, celui-ci est brûlé et part pour la région de Toulouse.

A la fin du mois, Nicole Levailant m'appelle à nouveau ; son mari a pu lui faire parvenir un mot indiquant que je dois m'en aller. Il me racontera plus tard qu'il avait jusque là résisté à la torture, et en particulier refusé de me dénoncer comme l'auteur du document sur les voies ferrées trouvé sur lui mais craignait de ne pouvoir continuer à tenir. En fait, les interrogatoires ont cessé à ce moment là, et il a été mis dans un train de déportation.

Courageux et sportif, Jacques Levailant a réussi à s'évader du train, ce que mes séquelles de blessures m'auraient empêché de faire si j'avais partagé son sort. Son héroïsme m'a sauvé la vie.

Quant à "Pyramide" ou plutôt au colonel de Courson de Villeneuve, il ne devait pas revenir de déportation.

Cette fois l'alerte est sérieuse. Je dois partir ; mais pour éviter qu'une absence non justifiée n'attire des ennuis à Chovet, je dépose une demande de congé pour cure thermale à Aix les Bains. Non sans mal, j'extorque à un médecin, relation de mon père, un certificat justifiant cette cure. Après être passé par Riom pour dire au revoir à mes parents et à ma soeur, je pars pour Lyon.

A Lyon, je suis très gentiment hébergé par mon ami, Georges Lapra, avec de nombreux séjours dans la cave pour cause d'alertes aériennes. Ne trouvant pas à m'employer utilement, je repars pour Marseille. Là, mon camarade Noat refuse de me laisser aller à l'hôtel, et insiste pour que je loge chez lui. Comme c'est manifestement un dérangement pour sa famille, je quitte Marseille en direction de Toulouse, où j'espère retrouver Le Magny.

Tous ces voyages sont très longs et laborieux, mais les Américains ont percé le front allemand à Avranches et il est certain que l'occupation touche à sa fin.

À Toulouse, je retrouve avec plaisir le directeur régional des Télécommunications, Rouvière, un résistant et un homme de grande valeur qui sera plus tard Directeur Général des Télécommunications ; je cherche aussi à retrouver Le Magny.

Mais peu de temps après mon arrivée, le matin du 18 août, l'on s'aperçoit avec stupéfaction de ce que les Allemands sont en train de partir, emmenant les miliciens avec eux. Ce départ s'effectue en ordre et dans le calme ; leur état-major ayant tiré les conclusions de la percée américaine en Normandie et du succès du débarquement franco-américain en Provence. Au début de l'après-midi, il n'en reste plus un seul. Telle fut la libération de Toulouse.

Pour moi le cauchemar est terminé ; mes parents et ma famille proche s'en sortiront également indemnes. Mais parmi les parents plus éloignés et les amis que de vides il y aura !

C'est à Toulouse que j'avais fini par retrouver le contact avec la Résistance.

Cela me vaut de me retrouver mobilisé. Au début septembre, je deviens Commandant des Transmissions de la division F.F.I. de Toulouse.

C'est une unité disparate, sans grand armement, mais d'un moral excellent. Nous traversons la France du sud-ouest au nord-est. À partir de Dijon, nous retrouvons les forces américaines, puis françaises. Mes camarades de la 1ère Armée m'instruisent du nouveau matériel américain. Je mesure ainsi l'abîme séparant nos matériels de 1939 des techniques modernes. Au mois de novembre, mes blessures me valent d'être rappelé à Paris, à la Direction des Transmissions du Ministère de la Guerre ; je reçois la responsabilité de la Télégraphie Militaire, c'est à dire, des formations techniques militarisées des P.T.T. En même temps, je dois suivre des stages en vue de la future occupation de l'Allemagne.

J'effectue de nombreux voyages. En dehors du front de l'Est, je dois m'occuper du front de l'Ouest, c'est à dire ces malheureux F.F.I. qui, avec un armement dérisoire, surveillent les poches allemandes de St. Nazaire, Lorient, Rochefort, Royan, et de la pointe du Grave.

Peu de temps avant la fin de la guerre, ils recevront des renforts beaucoup mieux armés qui leur permettront de reprendre Royan, et de libérer l'embouchure de la Gironde.

Après la fin de la guerre, j'apprends ma désignation pour le Conseil de Contrôle Interallié à Berlin.

La méfiance des Russes ne nous permettant d'atteindre l'ex capitale allemande qu'à la fin d'août, après un mois d'attente à Baden-Baden.

Mon séjour à Berlin a été passionnant. J'ai appris des Américains la technique des conférences internationales. C'étaient des organisateurs remarquables qui assuraient l'intendance des réunions.

Ma connaissance du russe me permet d'entretenir, avec ces alliés extrêmement méfiants, des relations finalement ouvertes et cordiales. J'ai pu voir fonctionner de près leur affreux système ; je ne comprendrai jamais comment des gens aussi sympathiques pouvaient le supporter.

Je suis rendu à la vie civile en janvier 1947.

Je garde une immense reconnaissance à ceux qui m'ont permis de survivre, surtout mes chefs et n'oublie pas ceux qui ont eu le mérite de tenir leur langue.

--:--:--:--:--

